



Tirage/Auflage/Tiratura: 10'000

JOURNAL /// ZEITUNG /// GIORNALE

LSCV

*Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres
Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale
www.lscv.ch*

Trimestriel - No 57 // Septembre // September // Settembre 2017

Genève

L'initiative « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale » a abouti

L'initiative cantonale déposée par la LSCV vise à assurer une meilleure application de la législation, en accordant notamment à chaque membre de la commission sur l'expérimentation animale un droit de recours contre une autorisation abusive délivrée par l'autorité cantonale.

**Contenu en Français,
p. 2 - 14**

Genf

Die Initiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche» ist zustande gekommen

Die von der LSCV eingereichte kantonale Volksinitiative will einen besseren Vollzug der Gesetzgebung erreichen, indem unter anderem jedes Mitglied der Tierversuchskommission ein Beschwerderecht gegen missbräuchliche Bewilligungen erhält.

Inhalt Deutsch S. 15 - 27

Ginevra

Successo dell'iniziativa « Per un migliore controllo della sperimentazione animale »

L'iniziativa cantonale depositata dalla LSCV mira a garantire una migliore attuazione della legislazione, segnatamente conferendo ad ogni membro della commissione per gli esperimenti sugli animali, un diritto di ricorso contro un'autorizzazione abusiva rilasciata dall'autorità cantonale.

Contenuto in italiano, p. 28 - 40

Mémento

Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations. Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

Un immense merci !

Personnes de contact

Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ?

Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : l.fournier@lscv.ch

Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?

Pour la Suisse alémanique, contactez (en allemand) notre Co-vice-président Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Pour la Suisse romande, contactez (en français) notre secrétaire du comité Laurianne Nicoulin et notre Co-vice-président Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ? Contactez par mail ou au 022 349 73 37 notre secrétariat : Laurianne Nicoulin (français, anglais) ou Charly Pache (allemand), les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.



Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ? Contactez Michèle Perroud, en charge de ce domaine : petfood@lscv.ch



Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ? Contactez info@animaux-parlement.ch

Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève.

Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Adresse courrier

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

En tant que membre, vous recevez notre journal 4 x par année

N'oubliez pas de nous annoncer votre changement d'adresse. La Poste nous facture CHF 2.-- par journal retourné et ne communique plus les nouvelles adresses. Si vous ne recevez pas votre journal, n'hésitez pas à nous contacter! Les périodes de distribution sont : mars, juin, septembre ou octobre, décembre.

Contribuez à la diffusion des informations

Vous souhaitez distribuer notre journal dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou ailleurs ? Nous vous enverrons avec plaisir le nombre d'exemplaires souhaité.

Cotisations et dons

Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Institut : PostFinance, Nordring 8, 3030 Bern

Titulaire : Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux

Adresse : Case postale 148, 1226 Thônex

Librairie café LSCV Happy Books

Ouvert du jeudi au samedi, 10h00 - 18h00. Tous les jeudis, cuisine crue. Vendredis et samedis, cuisine traditionnelle
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg
026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

Services pour les membres

Liste des cosmétiques non testés sur les animaux

Télécharger en ligne notre liste mise à jour dans la rubrique «cosmétiques»
Pour la recevoir au format papier, contactez le bureau LSCV.

Information militante

De nombreux flyers, dépliants, autocollants et autre matériel d'information peuvent vous être envoyés gratuitement. Contactez-nous. Liste du matériel : rubrique «édition» www.lscv.ch

IMPRESSION **Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV)**

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993.

Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant. Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV ///

Impression : sur papier recyclé 80 gm² /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Édito

Chers membres,
Chers lectrices et lecteurs,

Notre initiative « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale » déposée en avril passé a abouti. C'est évidemment une grande satisfaction. Et un encouragement pour toutes les personnes qui se sont engagées à nos côtés, pour nous aider à récolter suffisamment de signatures valables en seulement 4 mois. Que toutes ces personnes soient sincèrement remerciées ! Sans cette mobilisation, nous ne pouvons pas agir efficacement.

La population genevoise votera donc sur ce sujet au plus tard d'ici deux ans. Nous avons encore du temps pour préparer cette votation et augmenter les chances de son succès. Le rejet à plus de 70% en février 2016 par la population bernoise de notre référendum lancé contre la construction de nouvelles animaleries, doit nous rappeler que la population est encore majoritairement opposée à tout changement dans ce domaine. On n'aime pas faire souffrir les animaux mais on fait confiance aux chercheurs qui nous assurent que c'est nécessaire.

Notre communication et argumentaire devront être efficaces et factuels. Car une victoire en votation sera un premier pas vers un changement qui pourrait être radical. L'application de cette loi permettra enfin de rendre publiques les violations des dispositions légales par l'autorité cantonale. Et lorsque la population prendra connaissance des projets de recherche qui sont réellement menés dans les laboratoires universitaires, la nécessité à faire souffrir des animaux deviendra difficile à expliquer.

Une meilleure communication, plus factuelle et visuelle, c'est l'objectif que nous visons et qui est devenu possible avec l'engagement à nos côtés depuis le 1er septembre d'Athénaïs Python, journaliste et vidéaste. Des séries de courtes vidéos sont notamment en production sur le thème de l'expérimentation animale. Elles seront utiles pour soutenir notre campagne et plus généralement pour sensibiliser le public à la protection des animaux. Quelques-unes de ces vidéos sont déjà visibles sur notre chaîne YouTube.

Un autre changement est également intervenu durant l'été au sein du bureau LSCV. Après 10 années d'activités, l'heure de la retraite était arrivée pour notre secrétaire et Trésorière Maja Schmid. Qu'elle soit chaleureusement remerciée pour le formidable travail effectué durant toutes ces années et son dévouement à la cause animale. Tout le comité lui souhaite une longue et heureuse retraite !

C'est Laurianne Nicoulin, membre du comité national depuis de nombreuses années, qui a repris la gestion du secrétariat depuis le 1er juillet. Elle sera secondée dans la gestion alémanique de la LSCV par Charly Pache à partir du 1er octobre.



Un intense travail nous attend chaque jour, parfois décourageant au vu des mauvaises nouvelles qui l'accompagnent. Mais la perspective d'un réel changement est aussi une formidable motivation à persévérer dans notre engagement. Celui-ci n'est possible que grâce à votre soutien. Soyez toutes et tous infiniment remerciés pour votre aide, qui rend possible la perspective d'une existence meilleure pour les animaux.

Luc Fournier, Président



+++ Agenda +++

21 octobre 2017 - Zürich

14h00 - Manifestation contre la fourrure, Werdmühleplatz

Octobre - Novembre 2017 – Genève

Stands d'information et actions de rue contre le foie gras et la fourrure. Pour y participer, consulter www.lscv.ch pour les dates ou actions@lscv.ch

18 novembre 2017 - Bâle-ville

14h30 - Rassemblement contre le Mefa, Claraplatz

Rassemblement devant le plus important salon en Suisse consacré au commerce de la viande.

Venez nombreuses et nombreux participer à nos actions !
Nous avons besoin de votre présence !

Renoncement à une mise sous plastique du journal LSCV

Vous avez sans doute remarqué que les deux derniers numéros du journal étaient emballés dans du plastique, mesure imposée par la Poste pour tous les envois de journaux non pliés. Bien que l'emballage plastique utilisé soit théoriquement à émission « non polluante », il s'agit malgré tout de plastique et sa production a forcément un impact négatif sur notre environnement. Nous avons essayé de trouver avec notre imprimeur un matériau d'emballage issu de déchets végétaux et entièrement compostable. Pour le moment, nous n'avons pas encore trouvé de solution satisfaisante. Raison pour laquelle le journal est maintenant expédié sans emballage mais plié en deux.



L'initiative « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale » lancée dans le canton de Genève a abouti

Sur les 8'626 signatures récoltées dans un délai de 4 mois, 7535 ont été déclarées valides sur les 7524 requises. La LSCV se réjouit de ce résultat et de l'occasion qui sera donnée à la population genevoise de se prononcer sur le réel contrôle de l'expérimentation animale qu'elle souhaite assurer sur son territoire.



La situation actuelle est clairement insuffisante, avec des dispositions légales restrictives en apparence mais qui sont en réalité peu appliquées. Beaucoup de projets éthiquement ou scientifiquement infondés sont autorisés chaque année. Les pressions politiques et académiques sur les autorités cantonales sont suffisamment fortes pour que celles-ci délivrent des autorisations qu'elles savent pourtant douteuses ou contraires à la législation. Ce d'autant qu'il n'existe aucune voie de recours contre ces décisions.

Toujours plus d'animaux expérimentés dans nos Universités

Le nombre d'animaux utilisés pour la recherche dans nos hautes écoles augmente chaque année, alors qu'il baisse continuellement dans l'industrie pharmaceutique. La législation fédérale oblige chaque canton qui autorise des expériences sur les animaux à créer

une commission « composée de spécialistes, indépendante de l'autorité et dans laquelle les organisations de protection des animaux sont adéquatement représentées » (art. 34 LPA). La commission a pour mandat de contrôler les expériences et les animaleries, d'examiner les demandes déposées par les chercheurs et faire une proposition à l'autorité chargée de délivrer les autorisations. Mais au final, l'autorité n'a pas l'obligation de tenir compte du préavis de la commission.

Va-t-on se protéger du virus Zika en expérimentant pour la énième fois des souris alors que la plupart des études précédentes n'ont fait que confirmer l'inutilité du modèle murin pour ces expériences ?

Va-t-on protéger le cerveau des bébés nés prématurément en menant des études de nages forcées sur des rates gestantes ?

Ces expériences absurdes ont pourtant bien été autorisées dans le canton de

L'initiative en bref :

Le texte de loi contenu dans l'initiative reprend majoritairement les dispositions existantes de l'art. 6 du Règlement d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux (RaLPA) M 3 50.02 du 23 juin 2011. La mise en œuvre des deux nouvelles dispositions ajoutées (droit de recours et possibilité de solliciter une expertise) sera sans coût pour la collectivité car à la charge du membre de la commission qui décide d'y faire appel. Le texte de loi assure également que les membres nommés dans la commission soient bien des représentants des organisations mentionnées, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Genève. Dans chaque cas, ont été mis en balance « l'intérêt » de la recherche et l'impact négatif qu'aurait pour la carrière du chercheur une décision négative de l'autorité.

L'initiative cantonale déposée par la LSCV vise à assurer une meilleure application de la législation, en accordant notamment à chaque membre de la commission sur l'expérimentation animale un droit de recours contre une autorisation abusive délivrée par l'autorité cantonale.





Un immense merci à toutes les personnes qui se sont impliquées dans la récolte des signatures et qui ont ainsi contribué à son dépôt !



En juin 2016, la Conseillère nationale Isabelle Chevallay avait déjà interpellé le Conseil fédéral sur l'inefficacité des commissions cantonales. Elle a accepté de nous recevoir pour une interview le 10 septembre 2017 afin de s'exprimer sur l'initiative



Que pensez-vous de l'initiative « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale » ?

Isabelle Chevallay - Conseillère nationale : Je pense que cette initiative est bonne car elle essaie de contourner tous les problèmes que l'on constate dans la commission actuelle, dont celui de nommer des personnes favorables à l'expérimentation animale, même s'ils sont membres d'organisations de protection des animaux. Et ce droit de recours proposé dans l'initiative est par exemple un très bon élément. La clef de ces commissions est leur indépendance. Il faut que les membres soient indépendants, représentent réellement les personnes qu'ils sont censés défendre et enfin qu'ils se sentent libres de contrôler à n'importe quel moment ce qu'ils souhaitent. Dans ce projet de loi, cela existe, et c'est une innovation au niveau suisse.

L'initiative demande que les membres de la protection animale de la commission soient issus d'associations actives dans l'expérimentation animale. Pourquoi est-ce important selon vous ?

C'est très important que les membres soient actifs dans le domaine de l'expérimentation animale, car ils ont ainsi une expérience et peuvent parler de ce qu'ils connaissent. Ce domaine est tellement spécifique et particulier que s'ils n'ont pas cette expérience, ils peuvent passer à côté de décisions importantes. Il est clair que les autorités auront une pression. Par le fait d'avoir des personnalités indépendantes et compétentes, ils sauront que le traitement des dossiers sera clair et transparent et cela mettra une pression pour que les dossiers soient réellement évalués et pas traités à la va vite, en disant « au suivant ».



Ces commissions cantonales qui existent depuis 25 ans n'ont toujours pas démontré leur efficacité. Pour quelles raisons le Conseil fédéral n'intervient-il pas ?

Au niveau du Parlement on ne sent aucune volonté du Conseil fédéral d'avancer dans ce dossier. Il remet la responsabilité aux cantons, car ce sont eux qui ont la responsabilité d'agir et mettre en vigueur cette loi sur la protection des animaux. Si Genève pouvait être pionnier dans le domaine, cela montrerait un bel exemple aux autres cantons.



Retrouvez l'interview filmée sur notre chaîne YouTube LSCV

Et maintenant, que va-t-il se passer ?

Le Conseil d'Etat genevois dispose maintenant d'un délai maximal de deux ans pour soumettre le texte de l'initiative en votation populaire.

Sauf si le Grand Conseil décide durant ce délai d'adopter la nouvelle loi.

En ce cas, elle entrera en vigueur sans votation.

Loi sur le contrôle de l'expérimentation animale

Chapitre I But et champ d'application

Art. 1 Législation fédérale

La présente loi régit l'application des dispositions relatives à l'expérimentation animale de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005, ainsi que de ses dispositions d'exécution.

Art. 2 But

¹ La présente loi a pour objet de permettre un contrôle proportionné et efficace de l'expérimentation animale.
² Elle vise à assurer la dignité et le bien-être de l'animal, en tenant compte de l'utilité des méthodes de recherche permettant le remplacement de l'expérimentation animale.

Chapitre II Commission cantonale pour les expériences sur les animaux

Art. 3 Commission

¹ Il est créé une commission cantonale pour les expériences sur les animaux (ci-après : la commission) au sens de l'article 34 de la Loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005.
² La commission est indépendante de l'autorité chargée de délivrer les autorisations et composée de spécialistes. Les organisations et associations de protection des animaux y sont adéquatement représentées.

Art. 4 Composition

¹ La commission comprend sept membres. Elle est composée comme suit :
a) deux représentants des milieux de la recherche ;
b) un spécialiste des méthodes alternatives ;
c) un bioéthicien ;
d) un représentant de la société genevoise des vétérinaires ;
e) deux représentants des associations de protection des animaux dont le siège est à Genève.

² Les représentants des associations de protection des animaux au sens de la let. e) sont issus d'organisations actives dans le domaine de l'expérimentation animale. A défaut de candidat adéquat, les autres associations de protection des animaux sont sollicitées.

Art. 5 Nomination

¹ Le Conseil d'Etat nomme les membres de la commission par voie d'arrêté, conformément au Règlement sur les commissions officielles du 10 mars 2010.
² Lors de places vacantes, les organisations, institutions et associations mentionnées à l'article 4 présentent leurs candidats. Le Conseil d'Etat statue sur chaque candidature et prononce une décision de refus ou un arrêté de nomination.

³ En dérogation à l'article 4 alinéa 3 de la Loi sur les commissions officielles du 18 septembre 2009, la décision portant admission ou refus d'une candidature est susceptible d'un recours dans un délai de 30 jours auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice.

⁴ Une organisation, institution ou association dont le candidat n'a pas été retenu a également qualité pour recourir. Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 est applicable.

Art. 6 Compétences de la commission

¹ La commission est compétente pour préaviser la Direction générale de la santé sur les demandes d'autorisation au sens de l'article 18 de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005.

² L'autorisation ne peut être délivrée avant le préavis de la commission et ne peut s'en écarter sans motifs pertinents. La décision motivée est notifiée à la commission.

Art. 7 Compétences des membres

¹ Chaque membre de la commission peut, à titre individuel et indépendamment des autres commissaires :
a) contrôler en tout temps et sans préavis une expérience ou un lieu détenant des animaux d'expérience ;
b) commettre à ses frais un expert indépendant pour établir un rapport relatif à une demande à préaviser. Le Conseil d'Etat fixe les modalités ;
c) recourir dans un délai de 30 jours auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice contre la délivrance d'une autorisation d'expérimentation animale. La loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 est applicable.
² Dans le cadre de l'exercice des compétences de l'alinéa 1 et pour la durée de celles-ci, le commissaire est délié de son secret de fonction.

Chapitre III Dispositions finales et transitoires

Art. 8 Dispositions d'application

Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires pour l'application de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005 ainsi que de la présente loi.

Art. 9 Dispositions transitoires

¹ Le Conseil d'Etat pourvoit à ce que la commission soit composée conformément à l'article 4 au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la loi.
² Les dispositions de la loi s'appliquent dès son entrée en vigueur à toutes les demandes d'autorisation et de nomination en cours.

Art. 10 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur dès le lendemain de son approbation.

Botox Week

STOP à la mort lente et effroyable de milliers d'animaux pour les produits esthétiques distribués par Nestlé !



Une solution peu onéreuse pourrait épargner ces animaux

La Coalition européenne pour l'abolition de l'expérimentation animale (ECEAE) lance une semaine d'actions pour informer le public sur les souffrances infligées aux animaux pour la commercialisation de produits antirides à base de toxine botulique (Botox)

Initialement utilisés à des fins médicales, les produits à base de toxine botulique A, appelés communément « Botox », ont progressivement été utilisés à des fins esthétiques en raison de leur capacité à atténuer temporairement l'effet de certaines rides sur le visage. Depuis plusieurs années, l'utilisation de Botox par les instituts de beauté représente la plus importante part de ventes des fabricants, bien que ces médicaments ne soient pas prévus pour cet usage.

Des tests in vivo effroyables tuant les animaux par étouffement

En raison de la dangerosité de cette toxine, chaque lot de Botox doit être testé sur des animaux ou par des tests cellulaires. Les tests sur les animaux se font selon le protocole de la DL50 (dose létale 50), soit la dose tuant 50% des animaux. Le lot contenant la toxine est injecté à différentes concentrations dans l'abdomen de plusieurs groupes de souris, lesquelles meurent dans d'effroyables souffrances par paralysie musculaire (étouffement). Leur agonie peut durer plusieurs jours.

Chaque année, des dizaines de milliers d'animaux subissent ces cruels tests toxicologiques. Pourtant, il serait possible de remplacer les animaux. En 2011, la société Allergan, premier

producteur mondial de produits thérapeutiques à base de toxine botulique A, distribués sous les marques Botox et Vistabel, annonçait avoir développé un test *in vitro* utilisant des cultures cellulaires, lequel permettait de remplacer plus de 80 % des animaux jusqu'alors utilisés.

Ce test mis au point après un investissement de 65 millions de dollars, a d'abord été validé par les agences de sécurité publique des Etats-Unis (FDA) et du Canada, puis par l'organisme Swissmedic en janvier 2012.



Cinq années après le test *in vitro* d'Allergan, quelles méthodes remplaçant les animaux ont été développées par les autres fabricants utilisant la toxine botulique ?

Mis sous pression dès 2012 par la réussite d'Allergan, ses principaux concurrents Merz (pour les produits Xeomin et Bocouture) et Galderma et Ipsen (pour les produits Dysport et Azzalure), annonçaient travailler eux aussi au développement d'une méthode de remplacement.

Alors que l'entreprise Merz a réussi à développer un test cellulaire en 2015, validé aujourd'hui dans 36 pays, aucune information ne permet d'envisager sérieusement le remplacement des animaux par Galderma et Ipsen.

Nestlé doit financer cette méthode de remplacement

L'entreprise Nestlé, dont le siège mondial se trouve à Vevey dans le canton de Vaud, porte une responsabilité morale dans ce statu quo. Elle est d'autant plus grande lorsque l'on sait que Nestlé a déboursé 3,1 milliards d'euros en 2014 pour le rachat de Galderma en vue du lancement de sa filiale Nestlé Skin Health, puis 1,3 milliards d'euros pour le rachat de droits exclusifs de commercialisation de plusieurs produits de dermatologie esthétique comme le Dysport et l'Azzalure.

A l'occasion de cet accord, Nestlé et Ipsen annonçaient par voie de communiqué, un partenariat exclusif pour le développement et la commercialisation de nouvelles neurotoxines, ayant pour « *ambition commune de créer un leader mondial dans les neurotoxines* ». Avec aussi pour ambition de devenir le leader mondial de la souffrance animale avec encore plus d'expérimentations animales ?

Une solution de rechange ne serait pourtant qu'un simple « détail » pour une entreprise comme Nestlé, qui a généré en 2016 un bénéfice net de 8,53 milliards de francs.

Que représentent les 65 millions qu'a dépensés Allergan pour le développement de son test cellulaire, pour une multinationale comme Nestlé qui génère des milliards de profits chaque année ?

D'un claquement de doigts, Nestlé pourrait lui aussi financer des recherches permettant d'épargner à des dizaines de milliers d'animaux, une mort atroce. Il est insupportable d'assister à ce mépris de la souffrance animale pour de simples questions de profits à tout prix.

Nestlé doit maintenant trouver une solution aux tests sur les animaux

Pour cette raison, l'ECEAE lance une campagne relayée en Suisse par la LSCV et appuyée par une pétition à signer en ligne, intitulée : **STOP à la mort lente et effroyable de milliers d'animaux pour les produits esthétiques distribués par Nestlé !**

<http://www.thepetitionsite.com/fr/takeaction/247/469/634/>



A propos de l'ECEAE



ECEAE
THE EUROPEAN COALITION TO
END ANIMAL EXPERIMENTS

L'ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) a été fondée en 1990, suite au projet de l'union européenne de faire retester sur les animaux tous les produits cosmétiques et les ingrédients les composant. Plusieurs organismes de protection des animaux s'étaient ainsi regroupés pour faire pression sur les pouvoirs publics et éviter d'inutiles souffrances à des milliers d'animaux. Suite au succès de cette mobilisation, les organismes membres ont lancé en 1998 le label international de cosmétiques « sans cruauté » HCS (Humane Cosmetics Standard).

L'ECEAE ne regroupe que des organismes visant l'abolition totale de l'expérimentation animale. Ses membres mettent en commun leur compétence législative, scientifique, communicationnelle et politique. L'ECEAE regroupe actuellement 19 organismes provenant de pays tels que l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, la Hollande, la France, l'Espagne, l'Italie, la Finlande, la Suède, la Norvège etc. L'ECEAE est représentée en Suisse par la LSCV.



Tessin - Expérimentations animales en hausse

Le mystère tessinois s'épaissit

En 2012, une plainte pénale déposée par la LSCV contre le vétérinaire cantonal tessinois Tullio Vanzetti avait contraint le Conseil d'Etat à dissoudre sa commission sur l'expérimentation animale qui fonctionnait de façon illégale. A cette date, on s'étonnait déjà du nombre gigantesque d'animaux expérimentés en regard du faible nombre d'expériences autorisées.

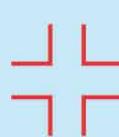
En juillet 2017, c'était le journal Le Temps qui revenait sur ce « Mystère tessinois ». Relevant que si le nombre d'animaux expérimentés avait globalement baissé partout en Suisse, il ne cessait d'augmenter au Tessin. Malgré un nombre toujours aussi restreint d'expériences. Si le vétérinaire cantonal livrait bien quelques explications fumeuses, la situation restait inexplicable.

Sachant que le seul « représentant » de protection des animaux au sein de la commission sur l'expérimentation animale est un chercheur zurichois, qu'il s'agit du fils du Président de la SPA de Biasca e Valli, et que cette SPA a présenté cette candidature –probablement à la demande de l'autorité cantonale – pour empêcher la nomination d'un candidat soutenu par la LSCV, le mystère n'est pas prêt de se dissiper.

<https://www.letemps.ch/sciences/2017/07/24/tessin-eldorado-vivisection>

Nouveau site internet LSCV

Notre site internet actuel n'étant pas compatible avec les tablettes et Smartphone, nous sommes en train de basculer toutes nos données sur un nouveau site internet consultable par toutes les applications informatiques. La mise à jour des données et test de fonctionnalité a pris plus de temps que prévu. Le nouveau site internet devrait être mis en ligne d'ici mi-octobre. L'actuel site internet n'est quant à lui plus mis à jour. Merci pour votre patience !



Motion 15.3832 // Parlement Fédéral

Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements



STIFTUNG FÜR DAS
TIER IM RECHT



STOP
GATTAGE
SUISSE



La motion « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements » acceptée par le Conseil national

Vote quasi historique ce mercredi 7 juin 2017 au Parlement fédéral. Le Conseil national a accepté par 97 voix contre 77 et 17 abstentions, la motion 15.3832 déposée le 10 septembre 2015 par le Conseiller national socialiste Matthias Aebscher (BE).

La motion charge le Conseil fédéral de décréter une interdiction d'importer des produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements.

Pour Matthias Aebscher, les articles 18 de la loi sur l'agriculture (LAg) et 14 alinéa 1 de la loi sur la protection des animaux (LPA) permettent, pour des motifs de protection des animaux, de limiter ou d'interdire l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits d'origine animale. Malheureusement, de nombreux produits fabriqués selon des méthodes cruelles continuent d'être importés en Suisse.

Dans sa réponse au nom du Conseil fédéral, Alain Berset proposait de rejeter la motion, au motif que la définition de « mauvais traitement » était peu claire, et qu'il serait compliqué pour certains produits de définir leur mode de production. Pour le CF, une telle interdiction pourrait se révéler incompatible avec le droit international, notamment avec les principes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et de l'Accord bilatéral avec l'UE relatif aux échanges de produits agricoles.

Lors de son vote du 7 juin, le Conseil national s'est heureusement montré plus ambitieux en matière d'éthique, relevant l'hypocrisie de notre législation, qui interdit certaines pratiques contraires au bien-être des animaux, tout en acceptant que des produits, comme le foie gras, envahissent les étals

de nos commerces. Autres arguments ayant incité un vote favorable : mettre fin à une certaine concurrence déloyale envers nos producteurs et assurer une meilleure sécurité en matière de santé publique, en interdisant l'importation de produits problématiques.

Des élus romands qui regrettent leur vote

L'acceptation de la motion a suscité une telle surprise que plusieurs médias, notamment en Suisse romande, se sont inquiétés de la portée de la motion, craignant de devoir se passer de cuisses de grenouilles, foie gras et autres produits à l'avenir interdits.

Au point que plusieurs conseillers nationaux en sont arrivés à regretter leur vote, au motif qu'ils n'auraient pas bien compris ce qu'ils votaient. A l'image du vice-président du PDC suisse, Yannick Buttet, déclarant : *«Je crois qu'il y a eu un malentendu. Avec les paysans, nous avons voté pour la motion en pensant que nous parlions des conditions d'élevage pour la viande ou la volaille, mais pas spécifiquement sur le foie gras ou les cuisses de grenouille. Si cela avait été compris comme ça, aucun élu de droite n'aurait voté en faveur de cette motion.»*

Même le socialiste vaudois Jean Christophe Schwaab, pourtant plutôt favorable au bien-être animal, regrettait d'avoir voté pour la motion : *«Personnellement, je suis un amateur de foie gras et*



n'avais pas compris que cela visait à interdire son importation. Mais je pense que le Conseil des Etats saura corriger le tir.»

En somme, on est surtout pour le bien-être animal tant que son propre confort n'a pas à en souffrir.

Le Conseil des Etats décidera prochainement du sort de la motion

Ce sera bientôt à la deuxième chambre de se prononcer sur la motion. Si elle est refusée, elle sera définitivement enterrée. On peut malgré tout espérer un vote positif. De nombreuses organisations se mobilisent pour encourager nos sénateurs à voter OUI !

Pour que notre pays soit enfin cohérent avec ses engagements.

Qui protège les animaux ?

La protection des animaux en Suisse se décide à Berne et nous avons besoin d'élus à même de s'engager pour cette cause.

Ne votez pas pour des candidats qui n'ont pas ou peu d'empathie pour les animaux et les souffrances qui leur sont infligées.

www.animaux-parlement.ch





2 septembre 2017 – Zürich

Stop aux expériences sur les primates à Zürich

Après la tenue d'une première manifestation le 6 mai passé à Zürich contre l'autorisation délivrée à l'Université et l'ETH pour expérimenter des singes, la LSCV et Aktivismus für Tierrechte ont organisé un deuxième rassemblement le 2 septembre 2017.

Les deux Hautes écoles, qui organisaient à la même date une journée portes ouvertes, ont tenté d'empêcher le rassemblement au motif que le parcours passait devant leurs bâtiments et que les manifestants allaient donner au public une mauvaise image de la recherche académique. Mais leurs interventions sont restées vaines. L'autorisation délivrée par la police, qui permettait de prononcer des discours durant 15 minutes devant l'Uni et l'ETH, a été maintenue.

Malgré le classement de notre pétition et le refus des autorités politiques zurichoises d'empêcher ces expériences sur les primates, le combat continue sous la coupole du Parlement fédéral. Le 28

septembre, le Conseil national devrait se prononcer sur la motion 15.4241 déposée par la CN Verte Maya Graf (BL), qui vise à interdire en Suisse les expériences « contraintes » (gradation 1 à 3) sur les primates. La LSCV s'est engagée dans le soutien à cette motion et participe activement à la campagne de lobbying auprès des élus du parlement pour la faire aboutir.



Le 5 avril 2017, le Tribunal administratif zurichois décida de rejeter le recours déposé par trois membres de la commission sur l'expérimentation animale en 2014 contre une expérience devant utiliser des macaques. Bien que la décision du Tribunal zurichois soit contraire à un arrêt rendu par le Tribunal fédéral en 2009, les membres de la commission n'ont pas la possibilité de recourir contre la décision cantonale. Les expériences prévues à l'Institut de neuroinformatique (INI) de l'Université et l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich (ETH) vont donc bien-tôt pouvoir commencer.



Le compte-rendu de la manifestation du 2 septembre à Zürich est visible sur la chaîne Youtube LSCV

Un immense merci aux centaines de participants à la manifestation « Stop aux expériences sur les primates »



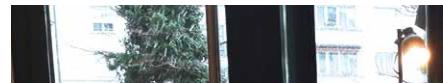
Réouverture de la librairie café LSCV Happy Books

Après deux mois de pause estivale, notre librairie café a rouvert le 7 septembre 2017

Parmi les nouveautés côté restauration, une nouvelle équipe composée de Carole et Michel, cuisinier bio et vegan, propose tous les jeudis une cuisine crue. Les vendredis et samedis continuent de proposer une cuisine plus traditionnelle.

Un nouveau menu est proposé chaque semaine pour le repas de midi. L'offre en mets et boissons a également été élargie. Happy Books propose des spécialités comme le chai latte, capuccino, chocolat et autre boissons maison, des Smoothie et des jus de fruits frais. On peut également se restaurer toute la journée avec des tapas et tartes aux légumes accompagnée de salades. A terme, l'objectif est de pouvoir étendre

les jours d'ouverture afin que la librairie café soit ouverte toute la semaine.



Librairie café LSCV Happy Books

Rue Hans-Geiler 2

1700 Fribourg

Ouvert du jeudi au samedi,

10h00 - 18h00

026 321 12 67

happybooks@lscv.ch

Cuisine 100% sans cruauté animale

Depuis son ouverture, Happy Books propose une carte exclusivement végane, composée à partir de produits frais et certifiés bios. La cuisine chaude est proposée entre 12h00 et 14h00. Les menus et prix sont affichés chaque semaine sur notre page facebook à l'adresse HappyBooksLSCV. Pour être sûr d'avoir une table, il est possible de réserver au 026 321 12 67 ou par mail à happybooks@lscv.ch



Tous les jeudis, cuisine crue. En photo : Raviolis de betterave rouge au fromage de noix de cajou et sauce poivron jaune



Vendredis et samedis, cuisine traditionnelle
Seitan à la sauge, sauce marchand de vin



Nouvel arrivage à la librairie

Parmi les 200 ouvrages que compte la librairie, la version française de Zoopolis est enfin disponible. Viennent s'ajouter à la liste une vingtaine de nouveaux ouvrages traitant de l'éthique, de sujets de société, de médecine et de cuisine végane. Parmi ceux-ci, les excellents derniers ouvrages de Marie Laforet « Joyeux Noël vegan ! » et « Desserts gourmands sans oeufs ni lait » qui proposent de nombreuses recettes.

Nouveautés (livres en français) à Happy Books :

- **Sauve-toi, Petit tigre !**, Doinet Mymi
- **Insolente veggie**, B Rosa
- **L'antispécisme c'est pas pour les chiens ! Album – 3**, B Rosa
- **Manifeste animaliste**, Pelluchon Corine
- **La fabrique de malades**, Boukris Sauveur
- **Omerta dans les labos pharmaceutiques**, Dalberge Bernard
- **Vous êtes fous d'avaler ça ! : Un industriel de l'agroalimentaire dénonce**, Brusset Christophe
- **Desserts gourmands sans oeufs ni lait**, Laforet Marie
- **Joyeux Noël vegan !**, Laforet Marie
- **Zoopolis**, Donaldson Sue - Kymlicka Will
- **Bébé veggie**, Véron Ophélie
- **Planète végane: Penser, manger et agir autrement**, Véron Ophélie



«Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique»

Lancée le 21 mars 2017, l'initiative vise à garantir l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires saines et en eau potable propre. Pour atteindre cet objectif, l'initiative vise la modification de l'article 104 de la constitution fédérale. A l'avenir, seules les exploitations qui renoncent à l'utilisation de pesticides pour leur production agricole et celles qui n'élevent pas plus d'animaux que ne le permet la production fourragère du domaine seraient soutenues financièrement. Les paiements directs seraient également supprimés aux élevages qui administrent des antibiotiques régulièrement ou à titre prophylactique à leurs animaux.

Une production agricole sans pesticides

D'après une étude de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), l'agriculture suisse utilise presque deux fois plus de produits phytosanitaires que l'Autriche ou l'Allemagne. Les énormes quantités d'intrants utilisés et de résidus d'antibiotiques sont entraînés par la pluie dans les eaux et la nappe phréatique, altérant ainsi la qualité de l'eau potable et nos aliments.

La Suisse produit chaque année 23 millions de tonnes de lisier et de fumier

Le trop grand nombre d'animaux de rente a pour conséquence une surproduction de lisier, de fumier et d'ammoniac. Les émissions d'ammoniac endommagent gravement les écosystèmes et les eaux.

50 % de la viande suisse et 70 % des œufs suisses sont produits grâce aux énormes importations de fourrage.

Interdiction des antibiotiques dans les élevages

La trop forte consommation vétérinaire d'antibiotiques en usage prophylactique accroît le problème de résistances aux bactéries, qui est aujourd'hui un grave problème de santé publique. L'emploi des antibiotiques est favorisé par les effroyables conditions de détention infligées aux animaux de rente. La surpopulation d'animaux dans des espaces misérables et sans lumière naturelle n'est possible que par l'administration de médicaments visant à maintenir les animaux en vie jusqu'à leur abattage.

Nous n'avons pas besoin de consumer des animaux. Mais pour ceux qui ne peuvent s'en passer, l'initiative offrira au moins la possibilité de choisir le mode d'élevage le moins pire. Raison pour laquelle nous soutenons cette initiative et invitons la population à la signer massivement.

<https://www.initiative-sauberer-trinkwasser.ch/fr/initiative/>

Initiative populaire fédérale

«Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique»

Publiée dans la Feuille fédérale le 21 mars 2017

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68a).

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 104, al. 1, let. a, 3, let. a, e et g, et 4

¹ La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement:

a. à la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires saines et en eau potable propre;

³ Elle conçoit les mesures de sorte que l'agriculture réponde à ses multiples fonctions. Ses compétences et ses tâches sont notamment les suivantes:

a. elle complète le revenu paysan par des paiements directs aux fins de rémunérer équitablement les prestations fournies, à condition que l'exploitant apporte la preuve qu'il satisfait à des exigences de caractère écologique, qui comprennent la préservation de la biodiversité, une production sans pesticides et des effectifs d'animaux pouvant être nourris avec le fourrage produit dans l'exploitation;

e. elle peut encourager la recherche, la vulgarisation et la formation agricoles et octroyer des aides à l'investissement, pour autant que ces mesures soutiennent l'agriculture eu égard aux let. a et g et à l'al. 1;
g. elle exclut des paiements directs les exploitations agricoles qui administrent des antibiotiques à titre prophylactique aux animaux qu'elles détiennent ou dont le système de production requiert l'administration régulière d'antibiotiques.

⁴ Elle engage à ces fins des crédits agricoles à affectation spéciale et des ressources générales de la Confédération, surveille l'exécution des dispositions concernées et les effets qu'elles déplient et informe régulièrement le public des résultats de la surveillance.

Art. 197 ch. 12

12. Disposition transitoire relative à l'art. 104, al. 1, let. a, 3, let. a, e et g, et 4

Un délai transitoire de 8 ans s'applique à compter de l'acceptation de l'art. 104, al. 1, let. a, 3, let. a, e et g, et 4, par le peuple et les cantons.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton _____	Nº postal _____	Commune politique _____	Contrôle (laisser blanc)
Nº Nom/Prénoms (Écrire de sa propre main et si possible en majuscules!)	Date de naissance exacte (Jour / mois / année)	Adresse exacte (Rue et numéro)	Signature manuscrite
1. _____	_____	_____	_____
2. _____	_____	_____	_____
3. _____	_____	_____	_____
4. _____	_____	_____	_____

Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 21 septembre 2018. Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue des membres ayant encore le droit de vote: Brönnimann Yvonne, Jurastrasse 15, 4500 Solothurn; Herren Franziska, Oelweg 8, 4537 Wiedlisbach; Kuhn Ruth, Pfaffenwiesenstrasse 54, 8404 Winterthur; Kummer Walter, Gummennweg 6, 4539 Rumisberg; Molnar Anuschka, Neuhofstrasse 36, 3426 Aefligen; Schneider El-Banna Leila, Adlihubel 1, 4919 Reisiswil; Steiner Regina, Gantrischstrasse 31, 3006 Bern; Vakkuri Madeleine, Belpbergstrasse 26d, 3110 Münsingen

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les _____ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu: _____ Signature manuscrite: _____

Sceau: _____

Date: _____ Fonction officielle: _____

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée jusqu'au 11 août 2018 au plus tard au comité d'initiative:

Association Sauberes Wasser für alle, c/o Franziska Herren, Oelweg 8, 4537 Wiedlisbach; il se chargera de demander l'attestation de la qualité d'électeur des signataires.

D'autres listes peuvent être commandées à l'adresse suivante: www.initiative-pour-une-eau-potable-propre.ch



Août 2017

Le Canada, premier Etat à autoriser sur son territoire la vente de saumon transgénique. Et sans étiquetage !

L'entreprise américaine AquaBounty Technologies a annoncé, le 4 août 2017, avoir livré depuis le début de l'année, 5 tonnes de son saumon transgénique aux commerces canadiens. Le Canada devient ainsi le premier Etat à accepter que ce saumon soit commercialisé. Ronald Stotish, le PDG de l'entreprise basée dans le Massachusetts, n'a pas caché sa satisfaction, se réjouissant « d'augmenter » sa capacité de production.



Produit par modification génétique en 1989, ce poisson de l'espèce *Salmo salar* (saumon d'Atlantique) peut atteindre sa taille adulte au bout de 16 à 18 mois, au lieu de 30 mois pour un saumon d'Atlantique non modifié. Cette croissance accélérée est due à l'introduction dans son génome d'un gène produisant une hormone de croissance qui provient du saumon quinnat du Pacifique.

AquaBounty a dû patienter 25 ans avant d'obtenir, en mai 2016, une autorisation de mise sur le marché du ministère canadien de la santé et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Les deux institutions ayant conclu que ce saumon OGM était « aussi sain et nutritif pour les humains et le bétail que le saumon classique ». Déclarations qui ont provoqué une pluie de critiques de nombreuses organisations, accusant le gouvernement de ne s'être appuyé que sur les données transmises par AquaBounty pour fonder sa décision. De plus,

aucun expert indépendant n'aurait pu avoir accès à ces données, soumises au secret industriel.

Du saumon OGM non étiqueté comme tel

La décision canadienne suscite d'autant plus d'inquiétude que le saumon OGM est vendu sans étiquetage spécifique, la réglementation canadienne l'imposant uniquement si un produit représente un risque. Suite à la pression de plusieurs organisations de protection de l'environnement et de consommateurs, certaines chaînes de supermarchés ont déjà annoncé qu'elles ne comptaient pas en vendre. Pour le moment.

Le saumon OGM toujours interdit aux USA

Aux Etats-Unis, AquaBounty avait déjà obtenu en novembre 2015 l'autorisation de la Food and Drug Administration (FDA) de commercialiser son saumon OGM. Mise sous pression, la FDA avait décidé deux semaines plus tard de la retirer, tant qu'une ligne claire en matière d'étiquetage n'aurait pas été définie. La vente et la commercialisation du saumon OGM y est toujours interdite.



Fruits et légumes asiatiques aux pesticides

Selon le rapport annuel de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), les analyses de fruits et légumes en provenance de l'Asie par les autorités sanitaires en 2016 ont révélé un usage massif de produits chimiques, notamment pour les produits en provenance du Vietnam et de la Thaïlande.

12 échantillons sur les 40 analysés par le laboratoire cantonal de Zurich, soit 30%, ont été déclarés non conformes. La moitié des échantillons incriminés contenaient en tout 17 pesticides, avec des concentrations dépassant les normes légales. Des feuilles de coriandre et des piments du Vietnam contenaient même des quantités de résidus dangereuses pour la santé.

D'autres analyses effectuées par le laboratoire cantonal bernois ont donné des résultats similaires. Treize des 41 échantillons, soit 32%, présentaient des taux d'insecticides supérieurs aux valeurs tolérées. Deux échantillons de piments du Vietnam et de Thaïlande, ainsi qu'un échantillon de basilic du Vietnam contenaient même des résidus de huit à onze pesticides différents.

Pour l'OSAV, ces résultats démontrent que l'autocontrôle dans ce domaine ne fonctionne pas. Les autorités tentent maintenant de prendre des mesures à l'encontre des importateurs fautifs. Si des anomalies à répétition sont constatées, les livraisons pourraient être saisies à titre préventif et une plainte déposée.

Concernant la production de proximité, les produits suisses ont été eux aussi épingleés avec 3% d'échantillons non conformes. Les produits Bio Suisse, ou en provenance de l'UE avec un label reconnu pour sa fiabilité, éliminent les risques de consommer des aliments pouvant être dangereux pour la santé.



Juillet 2017

La corrida aux Baléares, c'est fini !

Après les Canaries en 1991 et la Catalogne en 2010, l'archipel des Baléares interdit à son tour les corridas.

Avec 5000 spectacles taurins de tout type chaque année -selon l'agence Europa Press-, la corrida donne l'impression de se maintenir en Espagne. En réalité, le nombre global de corridas, l'affluence du public et les retransmissions télévisées sont régulièrement en baisse. La tauromachie intéresse à peine les moins de 35 ans et la montée du mouvement animaliste espagnol contribue à la rendre plus impopulaire encore.

La corrida ne pouvant plus être formellement interdite en Espagne, suite à une loi promulguée par les conservateurs en 2013 et qui protège la corrida en tant que « patrimoine culturel », le Parlement régional des Baléares y a trouvé une parade en interdisant tout ce qui la caractérise : interdiction des mises à mort, de l'utilisation des banderilles et des pics des picadors à cheval. Interdiction également de vendre des boissons alcoolisées et d'accueillir des spectateurs de moins de 18 ans. Et pour rendre plus improbable encore la tenue d'une corrida, les contraintes administratives ont aussi été drastiquement revues à la hausse : obligation que les taureaux soient issus d'un élevage de l'archipel –ce qui est plutôt rare-, contrôles antidopage supplémentaires pour les toreros et examens sanitaires pour les animaux.

L'interdiction catalane annulée en 2016

La première charge contre la corrida menée par la Catalogne avait donné lieu à une intense bataille judiciaire. Jugeant que la corrida était incompatible avec les droits les plus élémentaires des animaux, une majorité de députés régionaux nationalistes et écologistes l'avaient proscrite en 2010. Saisi d'une plainte du parti populaire au pouvoir à Madrid, le tribunal constitutionnel, après une intense bataille judiciaire contre la Catalogne, avait fini par annuler l'interdiction en novembre 2016.

Mais ces six années sans corridas semblent avoir définitivement réglé le problème. La plupart des arènes ont changé de fonction, certaines ayant même été transformées en commerce. D'autres spectacles traditionnels -et inoffensifs pour les animaux- comme les « castellers », sorte de pyramides humaines, enthousiasment le public. Seules les arènes barcelonaises de « la Monumental » pourraient à nouveau accueillir une corrida. Mais sous la pression du public et des médias et en l'absence de garantie de rentabilité, cela n'a toujours pas eu lieu.

Bâle-Ville

L'initiative cantonale « Des Droits fondamentaux pour les primates » a été déposée

Lancée en juin 2016 par le collectif Sentience Politics, l'initiative vise à modifier la constitution bâloise en y inscrivant le droit pour les primates non humains à l'intégrité physique et psychique (art. 11, al 2, let.c (nouveau)).

Les 3000 signatures récoltées ont été déposées le mardi 12 septembre à l'Hôtel de ville. Si l'initiative est acceptée par la population, cela signifie que l'industrie pharmaceutique bâloise devra arrêter ses expériences sur les primates. Le zoo de Bâle pourra continuer à en détenir sous certaines conditions (environnement et détention conformes aux besoins de l'espèce, interdiction de faire de la reproduction, etc.)

La LSCV qui a participé activement à la récolte des signatures se réjouit de l'aboutissement de cette initiative, qui est un premier pas vers une reconnaissance de la notion de droit pour les animaux.



Les rassemblements et distributions de tracts devant le cirque Royal continuent

Après avoir réintroduit en Suisse un numéro avec des lions l'an passé, le cirque Royal fait tourner depuis le début de l'année un numéro avec des tigres !

Les distributions de flyers devant le cirque à chacune de ses étapes continuent en Suisse alémanique. Des dizaines d'actions visant à informer le public sur l'exploitation des animaux dans les cirques ont déjà été menées depuis le début de l'année. Rejoignez-nous et faites porter votre voix !

Vous voulez y participer ?

Contact : b.frei@lscv.ch

Editorial

Liebe Mitglieder,
liebe Freundinnen und Freunde der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Unsere im April eingereichte Initiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche» ist zustande gekommen. Das ist sehr befriedigend und ermutigend für alle, die uns zur Seite standen und mitgeholfen haben, in nur vier Monaten die nötige Anzahl von gültigen Unterschriften zu sammeln. Ihnen allen sei herzlich gedankt. Ohne diese breite Mobilisierung können wir nicht wirksam handeln.

Das Genfer Stimmvolk wird nun in spätestens zwei Jahren über unsere Vorlage abstimmen. Es bleibt uns also noch Zeit, um die Abstimmungskampagne vorzubereiten und die Chancen für einen positiven Ausgang zu erhöhen. Die Tatsache, dass das Berner Stimmvolk unser Referendum gegen den Bau von neuen Tierhaltungen im Februar 2016 mit über 70 Prozent der Stimmen verworfen hat, zeigt uns, dass die Mehrheit der Bevölkerung Veränderungen in diesem Bereich immer noch ablehnt. Die Menschen wollen zwar nicht, dass Tiere leiden, sie glauben aber den Beteuerungen der Forschenden, dass Tierversuche notwendig sind.

Unser Argumentarium und unsere Kommunikation müssen überzeugend und sachlich sein. Denn ein Abstimmungssieg wäre ein erster Schritt hin zu einer vielleicht radikalen Veränderung. Wenn das neue Gesetz umgesetzt wird, könnten die Verstöße der kantonalen Behörden endlich öffentlich gemacht werden. Und wenn die Bevölkerung erfährt, was für Projekte in den Universitätslaboratorien tatsächlich durchgeführt werden, dürfte es den Forschenden schwer fallen, zu erklären, warum dafür Tiere leiden müssen.

Unser Ziel für diese Abstimmungskampagne ist eine bessere, sachlichere und visuellere Kommunikation. Ein Ziel, das wir dank der Video-Journalistin Athénaïs Python, die sich seit dem 1. September für unsere Sache einsetzt, erreichen können. Zurzeit ist eine Reihe von Kurzvideos zum Thema Tierversuche in Produktion. Sie werden nicht nur im Hinblick auf die Abstimmungskampagne, sondern auch zur allgemeinen Sensibilisierung für den Tierschutz hilfreich sein. Einige der Videos sind bereits auf unserem YouTube-Kanal verfügbar.

Auch im LSCV-Büro gab es diesen Sommer eine Veränderung. Nach 10 Jahren bei der LSCV ist unsere Sekretärin und Kassierin Maja Schmid in Pension gegangen. Wir danken ihr ganz herzlich für ihre langjährige hervorragende Arbeit und ihr grosses Engagement für die Sache der Tiere. Der Vorstand wünscht ihr einen langen und glücklichen Ruhestand.

Seit 1. Juli hat Laurianne Nicoulin, langjähriges Mitglied des Zentralvorstands, die Leitung des Sekretariats inne. Sie wird ab 1. Oktober von Charly Pache unterstützt, der sich um die deutschsprachigen Belange kümmern wird.



Uns erwarten jeden Tag intensive Aufgaben und manchmal auch entmutigende Nachrichten. Doch die Aussicht auf eine wirkliche Veränderung gibt uns immer wieder die nötige Motivation zum Weitermachen. Unser Engagement ist nur dank Ihrer Unterstützung möglich. Wir danken Ihnen allen von ganzem Herzen für Ihre Hilfe, mit der Sie Hoffnung auf ein besseres Leben für die Tiere schaffen.

Luc Fournier, Präsident



+++ Agenda +++

21. Oktober 2017 – Zürich

14.00 Uhr – Anti-Pelz-Demo, Werdmühleplatz

Oktober/November 2017 – Genf

Infostände und Strassenaktionen gegen Gänseleber und Pelz. Sie wollen mitmachen? Informieren Sie sich auf www.lscv.ch über die Durchführungsdaten oder melden Sie sich unter actions@lscv.ch

18. November 2017 – Basel-Stadt

14.30 Uhr Demonstration gegen die Mefa, Claraplatz Kundgebung vor der grössten Fleischwirtschaftsmesse der Schweiz.

Wir freuen uns auf viele Teilnehmerinnen und Teilnehmer an unseren Aktionen. Wir sind auf Ihre Unterstützung vor Ort angewiesen!

Verzicht auf die Plastikhülle für die LSCV-Zeitung

Sie haben sicher bemerkt, dass die zwei letzten Ausgaben der LSCV-Zeitung in Plastik verpackt waren – eine Auflage der Post für den Versand von nicht gefalteten Zeitungen. Auch wenn die verwendete Plastikverpackung theoretisch «umweltschonend» ist: Es ist und bleibt Plastik, dessen Produktion klar negative Auswirkungen auf die Umwelt hat. Wir haben versucht, mit unserer Druckerei eine aus Pflanzenabfällen hergestellte, vollständig kompostierbare Verpackung zu finden. Bis jetzt haben wir aber noch keine zufriedenstellende Lösung gefunden. Aus diesem Grund erhalten Sie die Zeitung nun ohne Verpackung, dafür gefaltet.



Die im Kanton Genf lancierte Volksinitiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche» ist Zustande gekommen

Von den 8626 Unterschriften, die innerhalb von vier Monaten gesammelt wurden waren, wurden 7535 für gültig befunden. Damit ist die erforderliche Mindestzahl von 7524 Unterschriften erreicht. Die LSCV freut sich über dieses Ergebnis, das der Genfer Bevölkerung Gelegenheit gibt, über die Sicherstellung einer echten Kontrolle der Tierversuche im Kanton Genf abzustimmen.



Die derzeitige Situation ist klar ungenügend. Die gesetzlichen Bestimmungen scheinen zwar restriktiv, werden aber in der Realität kaum umgesetzt. Jedes Jahr werden viele ethisch oder wissenschaftlich zweifelhafte Tierversuchsprjekte bewilligt. Der Druck von Politik und Hochschulen auf die kantonalen Behörden ist so gross, dass diese trotz besseren Wissens fragwürdige oder gesetzeswidrige Bewilligungen erteilen. Gegen diese Bewilligungsentscheide gibt es zudem keinen Rekurs- oder Beschwerdeweg.

Die Zahl der Tierversuche an Schweizer Universitäten nimmt stetig zu

Die Zahl der für Forschungszwecke verwendeten Tiere nimmt an Schweizer Hochschulen jedes Jahr zu, während sie in der Pharmaindustrie kontinuierlich abnimmt. Die eidgenössische Gesetzgebung verpflichtet alle Kantone, die Tierversuche bewilligen, eine «aus-

Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der die Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind», einzusetzen (Art. 34 TSchG). Die Kommission hat die Aufgabe, die Tierversuche und die Tierhaltungen zu kontrollieren, die von den Forschern eingereichten Gesuche zu prüfen und dazu einen Antrag an die Bewilligungsbehörde zu stellen. Die Behörde muss jedoch dem Antrag der Kommission nicht Folge leisten.

Findet man einen Schutz vor dem Zika-Virus, indem man zum x-ten Mal Versuche an Mäusen durchführt, obwohl die meisten früheren Studien bestätigt haben, dass das Mausmodell dafür nicht taugt?

Kann man das Gehirn von frühgebo- renen Kindern schützen, indem man trächtige Ratten durch erzwungenes Schwimmen unter Stress setzt?

Diese absurden Studien wurden im Kanton Genf bewilligt. In beiden Fällen

Die Initiative in Kürze:

Der in der Initiative enthaltene Gesetzes- text übernimmt grösstenteils die Bestim- mungen von Art. 6 der Genfer Vollzugs- verordnung zum Bundesgesetz über den Tierschutz (Règlement d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux, M 3 50.02) vom 23. Juni 2011. Die Um- setzung der beiden neuen Bestimmungen (Beschwerderecht und Recht, einen Ex- perten beizuziehen) verursachen dem Steuerzahler keine zusätzlichen Kosten, da die Kosten vom Kommissionsmitglied zu tragen sind, das die Rechte in Anspruch nimmt.

Der neue Gesetzes- text stellt außerdem sicher, dass die in die Kommission ernannten Mitglieder tatsächlich Vertreter der im Gesetz genannten Organisationen sind, was zurzeit nicht der Fall ist.

wurde die Bewilligung mit dem «Interesse» der Forschung und mit den negativen Folgen einer Ablehnung für die Laufbahn der Forscher begründet.

Die von der LSCV eingereichte kantone Volksinitiative will einen besseren Vollzug der Gesetzgebung erreichen, indem unter anderem jedes Mitglied der Tierversuchskommission ein Be- schwerderecht gegen missbräuchliche Bewilligungen erhält.





Wir danken allen, die Unterschriften gesammelt und so zur Einreichung der Initiative beigetragen haben.

Nationalrätin Isabelle Chevalley hat im Juni 2016 den Bundesrat in einer Interpellation zum Nutzen der kantonalen Tierversuchskommissionen befragt. Am 10. September 2017 hat sie uns in einem Interview ihre Meinung zur Initiative dargelegt.



Was halten Sie von der Initiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche»?

Isabelle Chevalley – Nationalrätin: Ich finde diese Initiative gut, weil sie alle Probleme, die wir heute in den Kommissionen beobachten, auszuräumen versucht. Zum Beispiel, dass Leute in die Kommission ernannt werden, die zwar Mitglied einer Tierschutzorganisation, aber trotzdem tierversuchsfreudlich sind. Auch das im Initiativtext vorgesehene Beschwerderecht ist ein sehr gutes Element.

Der Schlüsselefaktor dieser Kommissionen ist ihre Unabhängigkeit. Die Mitglieder müssen unabhängig sein und wirklich die Personen repräsentieren, deren Interessen sie vertreten sollen. Sie müssen jederzeit jede gewünschte Kontrolle durchführen können. Das alles ist in diesem Gesetzesentwurf enthalten. Das ist eine Innovation in der Schweiz.

Die Initiative fordert, dass die Tierschutzvertreter in der Kommission aus Organisationen stammen, die sich gegen Tierversuche engagieren. Warum ist das Ihrer Meinung nach wichtig?

Es ist sehr wichtig, dass die Mitglieder sich im Bereich Tierversuche engagieren. So bringen sie Erfahrung mit und wissen, wovon sie sprechen. Dieser Bereich ist so spezifisch und speziell, dass sie ohne diese Erfahrung wichtige Entscheide verpassen könnten.

Es ist klar, dass das für die Behörden mehr Druck bringt. Sind unabhängige und kompetente Persönlichkeiten in der Kommission, wissen die Behörden, dass die Behandlung der Dossiers klar und transparent ablaufen wird. Das erzeugt einen gewissen Druck, die Dossiers eingehend auszuwerten, statt sie nur zu überfliegen und zum nächsten überzugehen.



In den 25 Jahren ihres Bestehens haben die kantonalen Tierschutzkommissionen ihre Wirksamkeit noch nicht bewiesen. Warum unternimmt der Bundesrat nichts?

Gegenüber dem Parlament hat der Bundesrat keinerlei Absicht gezeigt, in dieser Sache etwas voranzubringen. Er gibt die Verantwortung an die Kantone ab, die für die Umsetzung und den Vollzug des Tierschutzgesetzes zuständig sind. Wenn der Kanton Genf in diesem Bereich Pionierarbeit leistet, könnte das Vorbildwirkung für die anderen Kantone haben.



Ein Video des Interviews finden Sie auf unserem YouTube-Kanal

Und was geschieht nun?

Der Genfer Staatsrat hat nun zwei Jahre Zeit, um die Initiative dem Volk zur Abstimmung vorzulegen.

Ausser, wenn der Grosse Rat das neue Gesetz schon vorher verabschiedet.

In diesem Fall tritt es ohne Volksabstimmung in Kraft.

Gesetz über die Kontrolle von Tierversuchen

Kapitel I Zweck und Geltungsbereich

Art. 1 Eidgenössische Gesetzgebung

Dieses Gesetz regelt den Vollzug der Bestimmungen über Tierversuche des eidgenössischen Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 und der zugehörigen Vollzugsvorschriften.

Art. 2 Zweck

¹ Zweck dieses Gesetzes ist es, eine angemessene und wirksame Kontrolle von Tierversuchen zu ermöglichen.

² Dieses Gesetz bezweckt die Gewährleistung der Würde und des Wohlergehens des Tieres, indem der Nutzen von Forschungsmethoden, die den Ersatz von Tierversuchen ermöglichen, berücksichtigt wird.

Kapitel II Kantonale Kommission für Tierversuche

Art. 3 Kommission

1 Es wird eine kantonale Kommission für Tierversuche nach Artikel 34 des eidgenössischen Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 (im Folgenden «die Kommission») eingesetzt.

² Die Kommission ist von der Bewilligungsbehörde unabhängig und setzt sich aus Fachleuten zusammen. Tierschutzorganisationen und -vereinigungen sind in der Kommission angemessen vertreten.

Art. 4 Zusammensetzung

¹ Die Kommission zählt sieben Mitglieder. Sie setzt sich wie folgt zusammen:
a) zwei Vertreter von Forschungsinstitutionen;

b) ein Experte für Ersatzmethoden;
c) ein Experte für Bioethik;
d) ein Vertreter der Genfer Veterinärgeellschaft;

e) zwei Vertreter von Tierschutzorganisationen mit Sitz in Genf.

² Die Vertreter von Tierschutzorganisationen nach Absatz 1 Buchstabe e) stammen aus Organisationen, die im Bereich

der Tierversuche aktiv sind. Falls ein geeigneter Kandidat fehlt, werden andere Tierschutzorganisationen berücksichtigt.

Art. 5 Ernennung

¹ Der Staatsrat ernennt die Mitglieder der Kommission durch Beschluss gemäss dem Reglement über die offiziellen Kommissionen (Règlement sur les commissions officielles) vom 10. März 2010.

² Sind Sitze in der Kommission vakant, schlagen die in Artikel 4 genannten Organisationen, Institutionen und Vereinigungen ihre Kandidaten vor. Der Staatsrat befindet über jede Kandidatur und beschliesst die Ablehnung oder die Ernennung der Kandidaten.

³ In Abweichung von Artikel 4 Absatz 3 des Gesetzes über die offiziellen Kommissionen vom 18. September 2009 kann gegen den Entscheid über die Zulassung oder die Ablehnung eines Kandidaten innerhalb von 30 Tagen bei der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Gerichtshofs Beschwerde erhoben werden.

⁴ Eine Organisation, Institution oder Vereinigung, deren Kandidat abgelehnt wurde, ist ebenfalls zur Beschwerde berechtigt. Im Übrigen kommt das Gesetz über das Verwaltungsverfahren (Loi sur la procédure administrative) vom 12. September 1985 zur Anwendung.

Art. 6 Kompetenzen der Kommission

¹ Die Kommission ist berechtigt, der Gesundheitsdirektion (Direction générale de la santé) Antrag zu Bewilligungsbesuchen nach Artikel 18 des eidgenössischen Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 zu stellen.

² Der Bewilligungsentscheid darf erst nach dem Antrag der Kommission erfolgen und nicht ohne triftige Gründe von diesem Antrag abweichen. Der begründete Entscheid wird der Kommission mitgeteilt.

Art. 7 Kompetenzen der Mitglieder

¹ Jedes Kommissionsmitglied kann alleine und unabhängig von den anderen Mitgliedern:

- jederzeit und ohne Vorankündigung einen Versuch oder eine Versuchstierhaltung kontrollieren;
- auf eigene Kosten einen unabhängigen Experten hinzuziehen, der einen Bericht über ein zu behandelndes Gesuch erstellt. Der Staatsrat regelt die Einzelheiten;
- innerhalb von 30 Tagen bei der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Gerichtshofs (Chambre administrative de la Cour de justice) Beschwerde gegen die Erteilung einer Tierversuchsbewilligung einreichen. Es kommt das Gesetz über das Verwaltungsverfahren vom 12. September 1985 zur Anwendung.

² Im Rahmen und für die Dauer der Ausübung der Kompetenzen nach Absatz 1 sind die Kommissionsmitglieder vom Amtsgeheimnis entbunden.

Kapitel III Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 8 Ausführungsvorschriften

Der Staatsrat erlässt alle notwendigen Bestimmungen zum Vollzug des eidgenössischen Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 sowie des vorliegenden Gesetzes.

Art. 9 Übergangsbestimmungen

¹ Der Staatsrat sorgt dafür, dass die Zusammensetzung der Kommission spätestens sechs Monate nach Inkrafttreten dieses Gesetzes den Bestimmungen in Artikel 4 entspricht.

² Die Bestimmungen dieses Gesetzes gelten ab dessen Inkrafttreten für alle laufenden Bewilligungsgesuche und Ernennungen.

Art. 10 Inkrafttreten

Das vorliegende Gesetz tritt am Tag nach seiner Genehmigung in Kraft.

STOP dem langen und grausamen Sterben tausender Tiere für kosmetische Produkte die Nestlé vertreibt!



Eine nicht sehr kostspielige Lösung könnte diesen Tieren viel Leid ersparen

Die ECEAE (Europäische Koalition für das Ende von Tierversuchen) lanciert eine Aktionswoche um die Öffentlichkeit über die extremen Leiden von Tieren bei der Herstellung von Botulinumtoxininhaltigen Produkten (Botox) aufzuklären.

Ursprünglich im Bereich der Medizin eingesetzt, wurden Botulinumtoxin A-haltige Produkte nach und nach unter dem Namen «Botox» für kosmetische Zwecke verwendet. Grund dafür ist deren Fähigkeit, gewisse Gesichtsfalten vorübergehend zu mildern. Seit einigen Jahren wird Botox in Schönheitsinstituten angewendet und wurde so zu einer Hauptzulassungsquelle für die Produzenten, obwohl das Medikament nicht für diesen Zweck vorgesehen war.

Entsetzliche In-vivo Tests wobei Tiere durch Ersticken sterben

Weil dieses Nervengift von extremer Gefährlichkeit ist, muss jede Produktseinheit an Tieren oder mittels einem Zelltest geprüft werden. Die Tests an Tieren erfolgen nach dem Prinzip des LD50 Tests (Letale Dosis 50), d.h. die Giftmenge tötet 50% der Tiere. Verschiedene Dosierungen in unterschiedlichen Konzentrationen werden mehreren Gruppen von Mäusen in den Bauch gespritzt. Diese sterben unter unvorstellbarem Leid durch Muskellähmung (ersticken), was gewöhnlich mehrere Tage dauert.

Jährlich erleiden tausende von Tieren diese grausamen Tests. Dabei wäre es möglich auf Tiere zu verzichten.
2011 kündigte die Firma Allergan, grös-

ter Hersteller therapeutischer Botulinumtoxin A-haltiger Produkte, an, einen In-vitro Test an Zellkulturen entwickelt zu haben mit welchem die Tierversuche um 80% verringert werden konnten. Allergan vertreibt die Marken Botox und Vistabel.

Der Test, dessen Entwicklung 65 Millionen US Dollar kostete, wurde vorerst von der Behörde für Lebens- und Arzneimittel (Food and Drug Administration FDA) in den USA und Kanada für gültig erklärt. Im Januar 2012 dann auch von der Organisation Swissmedic.



Was haben die übrigen Botox produzierenden Hersteller in den fünf Jahren seit der Anerkennung des In-vitro Tests von Allergan für die Entwicklung weiterer Ersatzmethoden getan?

Nachdem die zwei Hauptkonkurrenten Merz (Marken Xeomin und Bocouture) und Galderma und Ipsen (Marken Dysport und Azzalure) 2012 dank des Erfolgs von Allergan unter Druck gerieten, haben sie erklärt, nun auch an der Entwicklung tierversuchsfreier Testmethoden zu arbeiten.

Während die Firma Merz 2015 einen Zelltest entwickelte, der inzwischen in 36 Ländern zugelassen ist, kann man nicht sagen, dass Galderma und Ipsen ernsthafte Anstrengungen unternommen haben um aus dem Tierversuch auszusteigen.

Nestlé muss eine Testmethode ohne Tiere finanzieren

Die Firma Nestlé, mit Hauptsitz in Vevey im Kanton Waadt, trägt eine moralische Verantwortung in dieser festgefahrenen Situation. Diese Verantwortung ist umso grösser wenn man bedenkt, dass Nestlé 2014 für den Kauf von Galderma 3,1 Milliarden Euro locker machte. Damit wurde die Tochterfirma Nestlé Skin

Health kreiert. Nestlé investierte daraufhin weitere 1,3 Milliarden Euro für das Exklusivrecht dermatologische Produkte wie Dysport und Azzalure vermarkten zu dürfen. Beim Abschluss dieses Geschäfts haben Nestlé und Ipsen in einem Kommuniqué ihre exklusive Partnerschaft für die Entwicklung und Vermarktung neuer Neurotoxine mitgeteilt. Man freue sich darauf, «internationale Leader im Bereich der Neurotoxine zu werden». Und damit gleichzeitig internationale Leader von enormem Tierleid und noch mehr Experimente an Tieren zu werden?

Für eine Firma wie Nestlé, welche 2016 einen Gewinn von 8,53 Milliarden Franken erwirtschaftete, wäre es ein Leichtes, in die Entwicklung einer Ersatzmethode zu investieren.

Was sind schon 65 Millionen wie sie Allergan in die Entwicklung seines Zelltests investiert hat, für eine multinationale Firma wie Nestlé die jährlich Milliarden Gewinne schreibt?

In Windeseile könnte Nestlé die Forschung nach tierversuchsfreien Testverfahren finanzieren, wodurch zehntausenden von Tieren ein grausamer Tod erspart bliebe. Diese Verachtung gegenüber tierischem Leid, wo es nur um Profit zu jedem Preis geht, ist unerträglich.

Nestlé muss jetzt einen Ausweg aus solchen Tierversuchen finden.

Aus diesem Grund lanciert die ECEAE eine Kampagne die in der Schweiz von der LSCV getragen wird. Eine Online-Petition mit dem Titel: **STOP dem langen und grausamen Sterben tausender Tiere für kosmetische Produkte die Nestlé vertreibt!** steht für **Unterschriften zur Verfügung.**

<http://www.thepetitionsite.com/fr/takeaction/247/469/634/>



Apropos ECEAE



ECEAE
THE EUROPEAN COALITION TO
END ANIMAL EXPERIMENTS

Die ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) wurde 1990 nach der Absichtsbekundung der Europäischen Union gegründet, sämtliche Kosmetikprodukte und deren Bestandteile erneut an Tieren zu testen. In der Folge schlossen sich verschiedene Tierschutzorganisationen zusammen, um auf die öffentliche Hand Druck auszuüben und Tausenden von Tieren unnötige Leiden zu ersparen. Da diese Bestrebungen sehr erfolgreich waren, lancierten die Mitgliederorganisationen im Jahr 1998 das internationale Label für «gewaltlose» Kosmetik HCS (Humane Cosmetics Standard).

Die ECEAE umfasst nur Organisationen, welche eine völlige Abschaffung von Tierversuchen anstreben. Ihre Mitglieder vereinen ihre Kompetenzen bezüglich Gesetzgebung, Wissenschaft, Kommunikation und Politik. Derzeit gehören der ECEAE 19 Organisationen aus Ländern wie England, Irland, Deutschland, Holland, Frankreich, Spanien, Italien, Finnland, Schweden, Norwegen usw. an. Die ECEAE wird in der Schweiz durch die LSCV.



Tessin - mehr Tierversuche

Das Rätsel bleibt ungeklärt

2012 zwang eine von der LSCV eingebrachte Strafanzeige gegen den Tessiner Kantonstierarzt Tullio Vanzetti den Tessiner Staatsrat zur Auflösung der rechtswidrig zusammengesetzten Tierversuchskommission. Schon damals erstaunte die enorme Menge an verwendeten Versuchstieren angesichts der geringen Zahl an bewilligten Versuchen.

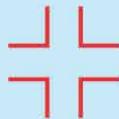
Im Juli 2017 brachte die Westschweizer Tagezeitung Le Temps dieses «Tessiner Rätsel» erneut auf Tapet und fragte sich, warum die Zahl der eingesetzten Versuchstiere im Tessin weiter steigt, während sie in der ganzen übrigen Schweiz zurückgegangen ist. Und dies, obwohl die Zahl der Tierversuche im Tessin nach wie vor gering ist. Die nebulösen Erklärungen des Kantonstierarztes brachten auch nicht mehr Licht ins Dunkel. Und des Rätsels Lösung dürfte noch länger auf sich warten lassen. Denn der einzige «Tierschutzvertreter» in der Tessiner Tierschutzkommission ist ein Forscher aus Zürich und gleichzeitig der Sohn des Präsidenten des Tierschutzvereins Biasca e Valli, der ihn – vermutlich auf Anfrage der Kantonsbehörden – als Kandidaten nominiert hat, um die Wahl des von der LSCV unterstützten Kandidaten zu verhindern.

<https://www.letemps.ch/sciences/2017/07/24/tessin-eldorado-vivisection>

Neue LSCV-Website

Unsere bisherige Website ist nicht mit Tablets und Smartphones kompatibel. Deshalb ziehen wir derzeit alle unsere Daten auf eine neue Website um, die auf allen Geräten optimal dargestellt wird. Die Aktualisierung der Daten und die Funktionstests haben mehr Zeit in Anspruch genommen als erwartet. Die neue Website sollte nun aber ab Mitte Oktober online sein. Die alte Website wird nicht mehr aktualisiert.

Wir danken Ihnen für Ihre Geduld!



Motion 15.3832 // Eidgenössisches Parlament
Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte



STIFTUNG FÜR DAS
TIER IM RECHT



STOP
GÄTAGE
SUISSE



Motion «Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte» vom Nationalrat angenommen

Eine fast historische Abstimmung fand am Mittwoch, 7. Juni 2017 im eidgenössischen Parlament statt: Der Nationalrat nahm die am 10. September 2015 von SP-Nationalrat Matthias Aebscher (BE) eingereichte Motion 15.3832 mit 97 zu 77 Stimmen bei 17 Enthaltungen an.

Die Motion beauftragt den Bundesrat, ein Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte zu erlassen.

Matthias Aebscher führte in seiner Begründung aus, dass Artikel 18 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) und Artikel 14 Absatz 1 des Tierschutzgesetzes (TSchG) die Möglichkeit bieten, aus Tierschutzgründen die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren oder Tierprodukten einzuschränken oder zu verbieten. Dennoch werden leider nach wie vor zahlreiche tierquälerisch erzeugte Produkte in die Schweiz eingeführt.

In seiner Antwort im Namen des Bundesrates beantragte Bundesrat Alain Berset die Ablehnung der Motion mit der Begründung, es sei nicht klar definiert, welche Produktionsmethoden als «tierquälerisch» gelten, und die Herstellungsart von gewissen ausländischen Produkten liesse sich nur sehr schwer feststellen. Das geforderte Importverbot sei nicht mit dem internationalen Recht vereinbar, insbesondere nicht mit den Grundsätzen des Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommens und des bilateralen Abkommens mit der EU über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen.

Der Nationalrat hatte bei der Abstimmung am 7. Juni zum Glück höhere ethische Ambitionen und erkannte die Doppelbödigkeit unserer Gesetzgebung, die gewisse tierquälerische Methoden verbietet, gleichzeitig aber den Verkauf von

Produkten wie Stopfleber im Schweizer Handel erlaubt. Ein weiteres Argument für die Annahme der Motion war, dass das Verbot von problematischen Produkten auch die unsolidarische Benachteiligung von heimischen Produzenten beendet und den Gesundheitsschutz verbessert.

Einige Westschweizer Nationalräte bereuen ihren Entscheid

Die Annahme der Motion war eine solche Überraschung, dass einige – vor allem Westschweizer – Medien sich Sorgen über deren Tragweite machten. Die Angst, künftig auf Froschschenkel, Stopfleber und andere Produkte verzichten zu müssen, griff um sich. Sie war so gross, dass einige Nationalräte ihre Entscheidung bereuten und angaben, nicht genau verstanden zu haben, wofür sie da gestimmt hätten. Yannick Buttet, Vizepräsident der CVP Schweiz, zum Beispiel sagte: «Ich glaube, es gab da ein Missverständnis. Wir haben mit den Bauern für die Motion gestimmt, weil wir dachten, es gehe um die Produktionsbedingungen für Fleisch oder Geflügel, aber nicht explizit um Stopfleber oder Froschschenkel. Wenn das klar gewesen wäre, hätte sicher kein bürgerlicher Nationalrat für diese Motion gestimmt.»

Selbst der Waadtländer SP-Nationalrat Jean Christophe Schwaab, der sonst eher auf Seiten des Tierwohls steht, bedauerte seine Zustimmung zur Motion:



«Ich selber liebe Gänseleber. Mir war nicht klar, dass die Motion deren Import verbieten will. Aber ich denke, dass der Ständerat die Sache noch korrigieren wird.» Kurz gesagt: Man ist grundsätzlich dann für den Tierschutz, wenn die eigene Komfortzone nicht tangiert wird.

Der Entscheid liegt nun beim Ständerat

Bald wird sich auch die kleine Kammer zu der Motion äussern. Lehnt der Ständerat die Motion ab, wird sie definitiv begraben. Es gibt aber trotz allem noch Hoffnung auf eine Annahme. Zahlreiche Organisationen arbeiten daran, auch die Ständeräte von einem JA zu überzeugen. Damit die Schweiz endlich ihre Versprechen einhält.

Wer setzt sich für den Tierschutz ein?

Die Entscheidungen zum Schweizer Tierschutz werden in Bern getroffen und wir brauchen Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die sich für die Sache der Tiere einsetzen. Geben Sie Ihre Stimme nicht für Kandidatinnen und Kandidaten ab, die kein Mitgefühl für leidende Tiere haben.

www.tier-parlament.ch





2. September 2017 – Zürich

Freiheit für die Affen!

Nach einer ersten Demonstration am 6. Mai 2017 gegen die bewilligten Affenversuche an der Universität und der ETH Zürich haben die LSCV und Aktivismus für Tierrechte am 2. September 2017 eine zweite Kundgebung durchgeführt.

Die zwei Hochschulen, die gleichzeitig einen Tag der offenen Tür veranstalteten, versuchten die Demo mit der Begründung zu verhindern, dass der Protestmarsch und die Kundgebungen vor ihren Gebäuden dem Publikum ein negatives Bild der wissenschaftlichen Forschung vermitteln würden. Doch ihre Intervention blieb erfolglos. Die von der Polizei erteilte Bewilligung, die es uns erlaubte, vor der ETH und der Uni eine Viertelstunde lang Reden zu halten, wurde aufrechterhalten.

Nachdem die Zürcher Behörden nicht auf unsere Petition eingegangen sind und die Tierversuche an Primaten nicht verhindert haben, führen wir den Kampf nun im Bundeshaus weiter. Am

28. September wird der Nationalrat die von der grünen Nationalrätin Maya Graf (BL) eingereichte Motion 15.4241 für ein Verbot von belastenden Tierversuchen (Schweregrad 1–3) an Primaten behandeln. Die LSCV unterstützt diese Motion und beteiligt sich aktiv an der Lobbykampagne, um die Parlamentarierinnen und Parlamentarier von einer Annahme zu überzeugen.



Am 5. April 2017 hat das Zürcher Verwaltungsgericht eine Beschwerde gegen Versuche an Makaken abgewiesen. Die Beschwerde war 2014 von drei Mitgliedern der Zürcher Tierversuchskommission eingereicht worden. Obwohl der Entscheid des Verwaltungsgerichts einem Bundesgerichtsentscheid von 2009 widerspricht, können die Kommissionsmitglieder den kantonalen Entscheid nicht weiterziehen. Die geplanten Versuche am Institut für Neuroinformatik (INI) der Universität und der ETH Zürich werden also demnächst beginnen.



Eine Zusammenfassung der Demo vom 2. September in Zürich steht auf dem YouTube-Kanal der LSCV bereit

Ein grosses Dankeschön an alle Teilnehmenden der Demo « Freiheit für die Affen »

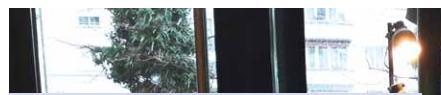


Wiedereröffnung Buchhandlung und Café LSCV Happy Books

Nach zwei Monaten Sommerpause ist unsere Buchhandlung mit Café seit 7. September 2017 wieder geöffnet

Neues im Café: Die neue Küchencrew, bestehend aus Carole und Bio- und Vegan-Koch Michel, bereitet jeden Donnerstag Rohkost zu. Freitags und sammstags stehen weiterhin traditionellere vegane Gerichte auf der Karte. Zudem gibt es jede Woche ein neues Mittagsmenü. Auch sonst wurde das Speisen- und Getränkeangebot erweitert. Geniessen Sie im Happy Books köstliche hausgemachte Heissgetränke wie Chai Latte, Cappuccino und Schokolade oder frische Smoothies und Fruchtsäfte. Für den kleinen Hunger stehen den ganzen

Tag über frische Tapas, Gemüsekuchen und Salate bereit. Das langfristige Ziel ist, die Öffnungszeiten zu erweitern, so dass die Buchhandlung und das Café die ganze Woche über geöffnet sind.



Librairie café LSCV Happy Books

Rue Hans-Geiler 2

1700 Fribourg

Ouvert du jeudi au samedi,

10h00 - 18h00

026 321 12 67

happybooks@lscv.ch

100 Prozent Genuss ohne Tierquälerei

Seit der Eröffnung bietet Happy Books ausschliesslich vegane Speisen und Getränke aus frischen Bio-Produkten an. Warme Küche gibt es von 12.00 bis 14.00 Uhr. Die aktuellen Menüs und Preise werden jede Woche auf der Facebook-Seite HappyBooksLSCV veröffentlicht. Ihre Tischreservierungen nehmen wir gerne unter 026 321 12 67 oder per E-Mail an happybooks@lscv.ch entgegen.



Jeden Donnerstag Rohkost, Randenravioli mit Cashew-Käse und gelber Peperonisause



Freitags und samstags traditionelle vegane Küche
Seitan mit Salbei und Weinhändlersauce



Neuzugänge in der Buchhandlung

Die Buchhandlung Happy Books hat über 200 Bücher im Sortiment. Gera-de wurde es um die endlich erschienene französische Ausgabe von Zoopolis und rund 20 weitere Neuerscheinungen aus den Bereichen Ethik, Gesellschaft, Medizin und vegane Küche erweitert. Darunter befinden sich zwei hervorragende neue Kochbücher von Marie Laforet: «Joyeux Noël vegan!» und «Desserts gourmands sans oeufs ni lait» mit zahlreichen veganen Rezepten (auf Französisch).

Neuheiten (französische Bücher) bei Happy Books:

- **Sauve-toi, Petit tigre !**, Doinet Mymi
- **Insolente veggie**, B Rosa
- **L'antispécisme c'est pas pour les chiens ! Album – 3**, B Rosa
- **Manifeste animaliste**, Pelluchon Corine
- **La fabrique de malades**, Boukris Sauveur
- **Omerta dans les labos pharmaceutiques**, Dalbergue Bernard
- **Vous êtes fous d'avaler ça ! : Un industriel de l'agroalimentaire dénonce**, Brusset Christophe
- **Desserts gourmands sans oeufs ni lait**, Laforet Marie
- **Joyeux Noël vegan !**, Laforet Marie
- **Zoopolis**, Donaldson Sue - Kymlicka Will
- **Bébé veggie**, Véron Ophélie
- **Planète végane: Penser, manger et agir autrement**, Véron Ophélie



«Für sauberes Trinkwasser und gesunde Nahrung – Keine Subventionen für den Pestizid- und den prophylaktischen Antibiotika-Einsatz»

Die am 21. März 2017 lancierte Initiative will die Versorgung der Bevölkerung mit gesunden Lebensmitteln und sauberem Trinkwasser sichern.

Zu diesem Zweck soll Artikel 104 der Bundesverfassung dahingehend geändert werden, dass künftig nur noch diejenigen Landwirtschaftsbetriebe Subventionen erhalten, die keine Pestizide einsetzen und nur so viele Tiere halten, wie sie mit dem auf dem eigenen Betrieb produzierten Futter ernähren können. Landwirtschaftsbetriebe, die regelmässig oder prophylaktisch Antibiotika einsetzen, werden ebenfalls von den Direktzahlungen ausgeschlossen.

Landwirtschaftliche Produktion ohne Pestizide

Gemäss einer Studie des Bundesamts für Umwelt (BAFU) wird in der Schweizer Landwirtschaft pro Hektar fast die doppelte Menge Pflanzenschutzmittel eingesetzt wie in Österreich oder Deutschland. Die enormen Mengen an Pestiziden, aber auch an Dünger und Antibiotikarückständen mindern nicht nur die Qualität unserer Lebensmittel, sie werden auch mit dem Regen ins Grundwasser geschwemmt und beeinträchtigen damit unser Trinkwasser.

Die Schweiz produziert jedes Jahr 23 Millionen Tonnen Mist und Gülle

Zu hohe Nutztierbestände führen zu einer Überproduktion von Gülle und Mist mit problematischen Stoffen wie beispielsweise Ammoniak. Gerade Ammoniakemissionen schädigen das Ökosystem und die Gewässer in hohem Masse. 50 Prozent des Schweizer Fleisches und 70 Prozent der Schweizer Eier können nur dank umfangreicher Futtermittelimporte produziert werden.

Verbot von prophylaktischen Antibiotikagaben in der Tierhaltung

Der übermässige prophylaktische Einsatz von Antibiotika in der Tierhaltung verschärft das Problem von antibiotikaresistenten Bakterien, die bereits heute eine grosse Bedrohung für die Gesundheit der Bevölkerung darstellen. Die furchtbaren Bedingungen, unter denen Nutztiere oft gehalten werden, fördern den Einsatz von Antibiotika. Zu viele auf zu engem Raum und ohne Tageslicht gehaltene Tiere können nur mit Medikamenten bis zur Schlachtung am Leben gehalten werden. Wir müssen keine tierischen Produkte konsumieren. Aber für all jene, die nicht darauf verzichten können, bietet die Initiative wenigstens die Möglichkeit, sich für eine weniger schlimme Tierhaltung zu entscheiden. Deshalb unterstützen wir diese Initiative und bitten die Bevölkerung, es uns mit zahlreichen Unterschriften gleichzutun.

www.initiative-sauberes-trinkwasser.ch/initiative/

Eidgenössische Volksinitiative

«Für sauberes Trinkwasser und gesunde Nahrung – Keine Subventionen für den Pestizid- und den prophylaktischen Antibiotika-Einsatz»

Im Bundesblatt veröffentlicht am 21. März 2017

Die unterzeichneten stimmberechtigten Schweizer Bürgerinnen und Bürger stellen hiermit, gestützt auf Art. 34, 136, 139 und 194 der Bundesverfassung und nach dem Bundesgesetz vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte, Art. 68ff., folgendes Begehr:

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Art. 104 Abs. Bst. 1, a, 3 Bst. a, e und g sowie 4

1 Der Bund sorgt dafür, dass die Landwirtschaft durch eine nachhaltige und auf den Markt ausgerichtete Produktion einen wesentlichen Beitrag leistet zur:

e. Er kann die landwirtschaftliche Forschung, Beratung und Ausbildung fördern und Investitionshilfen leisten, sofern damit die Landwirtschaft im Hinblick auf die Buchstaben a und g sowie auf Absatz 1 unterstützt wird,

g. Er schliesst Landwirtschaftsbetriebe von Direktzahlungen aus, die Antibiotika in der Tierhaltung prophylaktisch einsetzen oder deren Produktionssystem einen regelmässigen Einsatz von Antibiotika nötig macht.

4 Er setzt dafür zweckgebundene Mittel aus dem Bereich der Landwirtschaft und allgemeine Bundesmittel ein, überwacht den Vollzug der Vorschriften sowie die erzielten Wirkungen und informiert die Öffentlichkeit regelmässig über die Ergebnisse dieser Überwachung.

Art. 197 Ziff. 12

12. Übergangsbestimmung zu Art. 104 Abs. 1 Bst. a, 3 Bst. a, e und g sowie 4

Nach Annahme von Artikel 104 Absätze 1 Buchstabe a, 3 Buchstaben a, e und g sowie 4 durch Volk und Stände gilt eine Übergangsfrist von acht Jahren.

Auf dieser Liste können nur stimmberechtigte Unterzeichner, die in der genannten politischen Gemeinde in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind. Bürgerinnen und Bürger, die das Begehr unterstützen, mögen es handschriftlich unterzeichnen. Wer bei einer Unterschriftensammlung besticht oder sich bestechen lässt oder wer das Ergebnis einer Unterschriftensammlung für eine Volksinitiative fälscht, macht sich strafbar nach Art. 281 beziehungsweise nach Art. 282 des Strafgesetzbuches.

Kanton	PLZ	Politische Gemeinde	Kontrolle (fehl lassen)	
Nr.	Name/Vorname (eigenhändig und möglichst in Blockschrift)	Geburtsdatum (Tag / Monat / Jahr)	Wohnadresse (Strasse und Hausnummer)	Eigenhändige Unterschrift
1.				
2.				
3.				
4.				

Ablauf der Sammelfrist: 21. September 2018. Das Initiativkomitee, bestehend aus nachstehenden Urheberinnen und Urhebern, ist berechtigt, diese Volksinitiative mit absoluter Mehrheit seiner noch stimmberechtigten Mitglieder zurückzuziehen:
Brönnimann Yvonne, Jurastrasse 15, 4500 Solothurn; Herren Franziska, Oeleweg 8, 4537 Wiedlisbach; Kuhn Ruth, Pfaffenwiesnstrasse 54, 8404 Winterthur; Kummer Walter, Gummenweg 6, 4539 Rumsisberg; Molnar Anuschka, Neuhofstrasse 36, 3426 Aefligen; Schneider El-Banna Leila, Adlihubel 1, 4919 Reisiswil; Steiner Regina, Gantrischstrasse 31, 3006 Bern; Vakkuri Madeleine, Belpbergstrasse 26d, 3110 Münsingen

Die unterzeichnete Amtsperson bescheinigt hiermit, dass obenstehende _____ (Anzahl) Unterzeichnerinnen und Unterzeichner der Volksinitiative in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind und ihre politischen Rechte in der erwähnten Gemeinde ausüben.

Ort: _____ Eigenhändige Unterschrift: _____

Amtsstempel:

Datum: _____ Amtliche Eigenschaft: _____

Die Liste vollständig oder teilweise ausgefüllt zurückzusenden bis spätestens 11. August 2018 an das Initiativkomitee:
Verein Sauberes Wasser für alle, c/o Franziska Herren, Oeleweg 8 4537 Wiedlisbach, das für die Stimmrechtsbescheinigung besorgt sein wird.
Weitere Unterschriftenlisten können bestellt werden unter: www.initiative-für-sauberes-trinkwasser.ch



August 2017

Kanada erlaubt als erstes Land den Verkauf von gentechnisch verändertem Lachs – ohne Deklaration!

Das amerikanische Unternehmen AquaBounty Technologies gab am 4. August 2017 bekannt, seit Anfang Jahr fünf Tonnen gentechnisch veränderten Lachs an kanadische Händler geliefert zu haben. Somit ist Kanada der erste Staat, der den Verkauf von genmanipuliertem Lachs erlaubt. Ronald Stotish, Generaldirektor des in Massachusetts ansässigen Unternehmens AquaBounty, zeigte sich äusserst zufrieden über die erzielte «Produktivitätssteigerung».



Bei dem genmanipulierten Fisch handelt es sich um Atlantischen Lachs (*Salmo salar*), der 1989 gentechnisch so verändert wurde, dass er statt nach 30 Monaten schon nach 16 bis 18 Monaten ausgewachsen ist. Das beschleunigte Wachstum des Fisches wurde erzielt, indem ein Wachstumshormon-Gen des im Pazifik lebenden Königslachses in sein Genom übertragen wurde.

Das Unternehmen AquaBounty musste sich gut 25 Jahre gedulden, bevor es im Mai 2016 von den kanadischen Gesundheits- und Lebensmittelkontrollbehörden die Marktzulassung für sein Produkt erhielt. Beide Behörden erklärten, dass der genmanipulierte Lachs für Mensch und Tier ebenso gesund und nahrhaft sei wie herkömmlicher Lachs. Diese Erklärung erntete scharfe Kritik von zahlreichen Organisationen. Sie warfen der Regierung unter anderem vor, dass sie sich bei dem Entscheid nur auf die von AquaBounty gelieferten Daten gestützt habe. Zudem habe kein unabhängiger Experte Zugriff auf die dem Geschäftsgeheimnis unterliegenden Daten erhalten.

Nicht gekennzeichneter genmanipulierter Lachs

Die Verlautbarung der kanadischen Behörden weckt umso grössere Bedenken, als der gentechnisch veränderte Lachs dadurch ohne spezielle Kennzeichnung in den Handel gebracht werden darf, da die kanadischen Gesetze nur bei gesundheitsgefährdenden Produkten eine Deklaration verlangen. Auf Druck mehrerer Umwelt- und Konsumentenschutzorganisationen haben einige Supermarktketten inzwischen bekannt gegeben, dass sie den Lachs – zumindest vorläufig – nicht ins Sortiment aufnehmen werden.

In den USA bleibt Gentechnik-Lachs verboten

In den USA hatte AquaBounty für den gentechnisch veränderten Lachs bereits im November 2015 die Marktzulassung der Lebensmittelaufsicht FDA erhalten. Doch zwei Wochen später musste die unter Druck geratene Aufsichtsbehörde die Zulassung wieder zurückziehen und so lange sistieren, bis klare Vorgaben für die Kennzeichnung definiert sind. Der Verkauf und das Inverkehrbringen von gentechnisch verändertem Lachs sind somit in den USA nach wie vor verboten.



Pestizindrückstände in Gemüse und Früchten aus Asien

Gemäss dem Jahresbericht des Bundesamts für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) zu den Kontrollprogrammen an den Grenzen wurden bei den 2016 durchgeföhrten Untersuchungen von Gemüse und Früchten massive Mengen von Chemikalienrückständen gefunden. Besonders Produkte aus Vietnam und Thailand waren betroffen.

Von den 40 Proben, die das kantonale Labor Zürich untersuchte, wurden 12 (30 %) beanstandet. Die Hälfte der beanstandeten Proben enthielt insgesamt 17 verschiedene Pestizide in unzulässiger Konzentration. In Korianderblättern und Chilis aus Vietnam fand man sogar so hohe Pestizidmengen, dass sie als gesundheitsgefährdend eingestuft wurden.

Auch das kantonale Labor Bern kam in seinen Untersuchungen zu ähnlichen Ergebnissen. Von 41 Proben enthielten 13 (32 %) Pestizidmengen, die über dem Toleranzwert lagen. In zwei Proben Chili aus Vietnam und Thailand sowie einer Probe Basilikum aus Vietnam wurden Rückstände von acht bis elf verschiedenen Pestiziden nachgewiesen.

Das BLV schliesst aus diesen Ergebnissen, dass die Selbstkontrolle in diesem Bereich nicht funktioniert. Die Behörden beabsichtigen nun, Massnahmen gegen fehlbare Importeure zu ergreifen. Lieferungen an Importeure, deren Ware wiederholt beanstandet wurde, können präventiv beschlagnahmt und es kann Strafanzeige eingereicht werden.

Auch bei Produkten aus der Schweiz erfüllten drei Prozent der Proben die Anforderungen nicht. Mit der Knospe von BioSuisse ausgezeichnete Produkte aus der Schweiz oder mit einem anerkannten Bio-Label ausgezeichnete Produkte aus der EU minimieren das Risiko, mit der Nahrung gesundheitsgefährdende Stoffe aufzunehmen.



Juli 2017

Aus für Corridas auf den Balearen

Nach den Kanarischen Inseln 1991 und Katalonien 2010 haben nun auch die Balearenischen Inseln die blutigen Stierkämpfe verboten.

Rund 5000 Stierkampfanlässe finden gemäss der Nachrichtenagentur Europa Press jedes Jahr in Spanien statt. Die Corridas scheinen also nach wie vor beliebt. In Wahrheit nimmt aber die Zahl der Veranstaltungen, der Zuschauer und der Fernsehübertragungen stetig ab. Unter 35-Jährige interessieren sich kaum noch für den Stierkampf, und auch die wachsende spanische Tierschutzbewegung trägt dazu bei, dass die Spektakel an Popularität verlieren.

Aufgrund eines 2013 von der konservativen Zentralregierung erlassenen Gesetzes, das Corridas als «kulturelles Erbe» schützt, dürfen Stierkämpfe in Spanien im Grunde nicht verboten werden. Das Parlament der Balearen hat diese Bestimmung umgangen, indem es nicht die Kämpfe an sich, sondern alles, was sie ausmacht, verboten hat: Die Stiere dürfen nicht mehr getötet werden, die Toreros dürfen keine spitzen Banderillas und die zu Pferd sitzenden Picadores keine Lanzen mehr verwenden. Ausserdem dürfen in den Arenen keine alkoholischen Getränke mehr verkauft werden, und es sind nur noch Zuschauer ab 18 Jahren zugelassen. Damit das Durchführen einer Corrida noch unattraktiv wird, haben die Behörden zudem die Auflagen drastisch verschärft: Die Stiere müssen auf einer Balearen-Insel gezüchtet worden sein, was eher selten der Fall ist, die Toreros müssen sich einer Dopingkontrolle unterziehen und die Tiere müssen nach dem Kampf tierärztlich untersucht werden.

Katalanisches Stierkampfverbot 2016 aufgehoben

Das zuvor in der Region Katalonien eingeführte Stierkampfverbot hatte zu einer heftigen juristischen Auseinandersetzung geführt. Eine Mehrheit der regionalistischen und grünen Regionalparlamentarier befand 2010, dass die Corridas mit den grundlegendsten Tierrechten unvereinbar sind, und verabschiedete ein generelles Stierkampfverbot für Katalonien. Nach einer Beschwerde der spanischen Regierungspartei Partido Popular erklärte das Verfassungsgericht das katalanische Verbot nach langem juristischem Hin und Her im November 2016 für rechtswidrig und hob es auf.

Doch die sechs Jahre ohne Corridas scheinen das Problem bereits endgültig gelöst zu haben. Die meisten Stierkampfarenen werden inzwischen anderweitig genutzt, einige sogar als Shoppingcenter. Das Publikum hat sich längst anderen, tierfreundlicheren Traditionen zugewandt, wie etwa den Menschenpyramiden der Castellers. Einzig in der Arena La Monumental in Barcelona könnten wieder Stierkämpfe stattfinden. Doch der öffentliche und mediale Druck sowie die fehlende Rentabilitätsgarantie haben dies bisher verhindert.

Basel-Stadt

Die kantonale Volksinitiative «Grundrechte für Primaten» ist eingereicht

Die im Juni 2016 von der Gruppe Sentence Politics lancierte Volksinitiative will das Recht von nichtmenschlichen Primaten auf körperliche und geistige Unverletztheit in der Verfassung des Kantons Basel-Stadt verankern (Art. 11 Abs. 2 Bst. c [neu]).

Die 3000 gesammelten Unterschriften wurden am Dienstag, 12. September 2017 bei der Basler Staatskanzlei eingereicht. Wird die Initiative vom Volk angenommen, darf die Basler Pharmaindustrie keine belastenden Primatenversuche mehr durchführen. Der Zoo Basel könnte unter gewissen Bedingungen (artgerechte Haltung und Umgebung, keine Tierzucht usw.) weiterhin Affen halten.

Die LSCV, die sich aktiv an der Unterschriftensammlung beteiligt hat, freut sich, dass die Initiative zustande gekommen ist. Sie ist ein erster Schritt zur Anerkennung der Rechte der Tiere.



Demos und Flyer-Aktionen vor dem Zirkus Royal gehen weiter

Nachdem der Zirkus Royal letztes Jahr mit einer Löwennummer auf Tournee war, ist er seit Anfang dieses Jahres nun mit Tigern unterwegs.

So werden in der Deutschschweiz auch weiterhin an jedem Spielort des Zirkus Flugblätter verteilt. Seit Anfang Jahr ist das Publikum bereits mit Dutzenden von Aktionen auf die Ausbeutung der Tiere im Zirkus aufmerksam gemacht worden. Machen Sie mit und tun Sie Ihre Meinung kund! **Interessiert?**
Melden Sie sich bei: b.frei@lscv.ch

Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

Vielen herzlichen Dank!

Kontaktpersonen

Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen?

Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter l.fournier@lscv.ch

Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?

Wenden Sie sich für die Deutschschweiz an unseren Co-Vizepräsidenten Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch



Für die Romandie sind unsere Vorstandsssekretärin Laurianne Nicoulin und unser Co-Vizepräsident Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: actions@lscv.ch



Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen?

Kontaktieren Sie unser Sekretariat per E-Mail oder unter der Nummer 022 349 73 37: Laurianne Nicoulin (Französisch, Englisch) oder Charly Pache (Deutsch) sind am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.00 bis 12.30 und von 14.00 bis 16.00 für Sie da.



Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung?

Michèle Perroud gibt Ihnen gerne Auskunft: petfood@lscv.ch



Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament? Kontaktieren Sie: info@tier-parlament.ch

Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

Möchten Sie uns besuchen?

Wir begrüssen Sie gerne am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.00 bis 12.00 Uhr und 14.00 bis 17.00 Uhr, am LSCV-Sitz in Genf.

Adresse:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Postadresse:

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

Als Mitglieder erhalten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Wenn nicht anders vermerkt, sind alle Artikel von der LSCV in französischer Sprache verfasst und anschliessend übersetzt. // **Desktop Publishing (DTP)**

und Layout: LSCV // **Druck:** Recycling-Papier 80 g/m² // **Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH-1226 Thônex

Mitgliederbeiträge und Spenden

Von der Schweiz aus

Konto-Nr. 12-2745-6
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

Von der EU aus in Euro

Konto-Nr. 91-438913-2
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC: POFICHBEXXX

Bankadresse: PostFinance,
Nordring 8, 3030 Bern

Kontoinhaber: Schweizer Liga
gegen Tierversuche und für die
Rechte des Tieres

Adresse: Postfach 148, 1226 Thônex

LSCV-Buchhandlung und Café Happy Books

Geöffnet von Donnerstag bis Samstag, 10.00 bis 18.00 Uhr. Jeden Donnerstag Rohkost. Freitags und samstags traditionelle vegane Küche. Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg 026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

Mitgliederservice

Liste mit tierversuchsfreien Kosmetika

Die aktuelle Liste steht auf www.lscv.ch unter der Rubrik «Tierversuchsfreie Kosmetika» zum Download bereit.

Eine gedruckte Liste können Sie im LSCV-Büro anfordern.

Infomaterial für Aktionen

Für Aktivistinnen und Aktivisten stehen zahlreiche Flyer, Broschüren, Aufkleber und weitere Infomaterialien gratis zur Verfügung. Nehmen Sie mit uns Kontakt auf. Eine Materialiste finden Sie unter der Rubrik «Medien» auf www.lscv.ch.

Mémento

Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza. A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote. Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

Un immenso grazie!

Personne di contatto

Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV ?

Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch

Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?

Per la Svizzera tedesca, contattate (in tedesco) il nostro co-vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Per la Svizzera romanda, contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Nicoulin ed il nostro notre co-vice Presidente Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ?

Contattate via mail o allo 022 349 73 37 la nostra segreteria : Laurianne Nicoulin (francese, inglese) o Charly Pache (tedesco), lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.00 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 16.00.



Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ?

Contattate Michèle Perroud, incaricata di questo settore: petfood@lscv.ch



Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ? Contattate info@animali-parlemento.ch

I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

Indirizzo:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Indirizzo postale

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinvia al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi. Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle cassette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

IMPRINT Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale (LSCV)

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionario sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della «pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo». Si impegna nel «conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale», ed a consentire «il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione». Promuove ed incoraggia finanziariamente «la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica» che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli in vitro) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli in silico). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati.

Pubblicazione : Giornale trimestrale. Tranne indicazione contraria, gli articoli sono redatti in francese dalla LSCV e tradotti. // **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia :** carta riciclata 80 gm² // **Indirizzo:** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Quote e doni

Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Istituto : PostFinance,
Nordring 8,
3030 Bern

Titolare : Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale

Indirizzo : Case postale 148,
1226 Thônex

Libreria caffé LSCV Happy Books

Aperto da giovedì a sabato, dalle 10.00 alle 18.00. Tutti i giovedì, cucina cruda. Venerdì e sabato, cucina tradizionale. Rue Hans-Geiler 2
1700 Friburgo
026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

Servizi per i soci

Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Scaricate on-line il nostro elenco aggiornato nella rubrica «cosmetici»

Per riceverlo in forma cartacea, vogliate contattare l'ufficio della LSCV.

Informazione militante

Numerosi flyer, pieghevoli, autoadesivi ed altro materiale informativo possono esservi inviati gratuitamente. Contattateci. Elenco del materiale : rubrica «Edizioni» www.lscv.ch

Édito

Care Socie, cari Soci,
care amiche e cari amici della Lega,
Care lettrici e cari lettori,

La nostra iniziativa « Per un migliore controllo della sperimentazione animale » depositata in aprile ha raggiunto il quorum. Evidentemente è una grande soddisfazione. Ed un incoraggiamento per tutte le persone che si sono coinvolte al nostro fianco, per aiutarci a raccogliere un numero sufficiente di firme valide in soli 4 mesi. Le ringraziamo di cuore ! Senza questa mobilitazione, non avremmo potuto agire efficacemente.

La popolazione ginevrina voterà dunque su questo tema al più tardi entro due anni. Abbiamo ancora tempo per preparare questa votazione ed accrescere le possibilità di successo. Nel febbraio 2016 il rifiuto di oltre il 70% della popolazione bernese del nostro referendum contro la costruzione di nuovi centri di custodia di animali da laboratorio deve ricordarci che la popolazione è tuttora maggioritariamente contraria a qualsiasi cambiamento in questo campo. Non si vuole far soffrire gli animali ma si continua ad avere fiducia nei ricercatori che sostengono che è necessario.

La nostra comunicazione e le nostre argomentazioni dovranno essere efficaci e fattuali perché una vittoria in questa votazione sarà un primo passo verso un cambiamento che potrebbe essere radicale. L'attuazione di questa legge permetterà finalmente di rendere pubbliche le violazioni delle disposizioni legali da parte dell'autorità cantonale. E quando la popolazione prenderà visione dei progetti di ricerca realmente svolti nei laboratori universitari, sarà difficile spiegare la necessità di far soffrire gli animali.

Una migliore comunicazione, più fattuale e visiva, è l'obiettivo che ci prefiggiamo e che è diventato possibile grazie al coinvolgimento al nostro fianco, dal 1° settembre, di Athénaïs Python, giornalista e videasta. Alcune serie di brevi video sono attualmente in produzione sulla tematica della sperimentazione animale. Saranno utili per sostenere la nostra campagna e più generalmente per sensibilizzare il pubblico sulla protezione degli animali. Alcune di queste video sono già visibili sul nostro canale YouTube.

Nel corso dell'estate è intervenuto un altro cambiamento in seno all'ufficio della LSCV. Dopo 10 anni di attività, è giunta l'ora della pensione per la nostra segretaria e tesoriere Maja Schmid. La ringraziamo di cuore per il formidabile lavoro che ha svolto durante tutti questi anni e per la sua dedizione alla causa animale. Tutto il comitato le augura una lunga e felice pensione!

E' Laurianne Nicoulin, membro del comitato nazionale da diversi anni, che ha ripreso la gestione della segreteria dal 1° luglio. A partire dal 1° ottobre sarà assecondata da Charly Pache per la gestione svizzera tedesca della LSCV.



Un intenso lavoro ci attende ogni giorno, a volte scoraggiante date le brutte notizie che lo accompagnano. Ma la prospettiva di un reale cambiamento è una straordinaria motivazione a perseverare nel nostro coinvolgimento. E questo coinvolgimento è possibile soltanto grazie al vostro sostegno. Un caloroso ringraziamento a tutte e tutti voi per il vostro aiuto che rende possibile la prospettiva di un'esistenza migliore per gli animali.

Luc Fournier, Presidente



+++ Agenda +++

21 ottobre 2017 - Zurigo

ore 14.00 – Manifestazione contro la pelliccia, Werdmühleplatz

Ottobre - Novembre 2017 – Ginevra

Stand informativi ed azioni di strada contro il foie gras e la pelliccia. Per parteciparvi, consultare www.lscv.ch per le date, o actions@lscv.ch

18 novembre 2017 – Basilea Città

ore 14.30 – Raduno contro il Mefa, Basel Claraplatz

Raduno davanti al più importante salone in Svizzera dedicato al commercio della carne.

Venite numerose e numerosi a partecipare alle nostre azioni ! Abbiamo bisogno della vostra presenza!

Rinuncia a mettere il giornale della LSCV sotto plastica

Avevate sicuramente notato che gli ultimi due numeri del giornale erano imballati nella plastica, misura imposta dalla Posta per tutte le spedizioni di giornali non piegati. Anche se l'imballaggio plastico utilizzato è teoricamente ad emissione « non inquinante », si tratta malgrado tutto di plastica e la sua produzione ha inevitabilmente un impatto negativo sull'ambiente. Insieme al nostro tipografo abbiamo cercato di trovare un materiale di imballaggio proveniente da rifiuti vegetali ed interamente compostabile. Per il momento, non abbiamo ancora trovato una soluzione soddisfacente, motivo per cui il giornale è ora spedito senza imballaggio ma piegato in due.



L'iniziativa « Per un migliore controllo della sperimentazione animale » lanciata nel cantone di Ginevra è riuscita

Delle 8'626 firme raccolte in 4 mesi, 7'535 sono state dichiarate valide a fronte delle 7'524 richieste. La LSCV si rallegra di questo risultato e dell'occasione che sarà offerta alla popolazione ginevrina di pronunciarsi sul reale controllo della sperimentazione animale che desidera garantire sul suo territorio.



La situazione attuale è palesemente insufficiente, con disposizioni legali restrittive in apparenza ma che di fatto sono poco applicate. Molti progetti eticamente o scientificamente infondati sono autorizzati ogni anno. Le pressioni politiche e accademiche sulle autorità cantonali sono sufficientemente forti perché queste ultime rilascino autorizzazioni anche quando sono ambigue o contrarie alla legislazione. E per di più non esiste alcun ricorso possibile contro queste decisioni.

Sempre più animali sottoposti ad esperimenti nelle nostre università

Il numero di animali utilizzati per la ricerca nelle nostre alte scuole aumenta ogni anno, allorchè è in costante diminuzione nell'industria farmaceutica. La legislazione federale obbliga ogni cantone che autorizza esperimenti sugli animali ad istituire una commis-

sione composta da « specialisti per gli esperimenti sugli animali, indipendente dall'autorità che rilascia le autorizzazioni e in cui sono rappresentate adeguatamente le organizzazioni per la protezione degli animali » (art. 34 LPAn). La commissione ha mandato per controllare gli esperimenti sugli animali ed i centri di custodia di animali da laboratorio, per esaminare le domande inoltrate dai ricercatori e formulare una proposta all'autorità preposta al rilascio delle autorizzazioni.

Ci si proteggerà contro il virus Zika svolgendo per l'ennesima volta esperimenti su topi allorchè studi precedenti hanno confermato l'inutilità del modello murino per questi esperimenti? Si proteggerà il cervello dei neonati prematuri svolgendo studi di nuoto forzato su ratti gravidì?

Eppure questi esperimenti assurdi sono stati autorizzati nel cantone di Ginevra. In ogni caso, sono stati messi sulla bilan-

L'iniziativa in breve :

Il testo di legge contenuto nell'iniziativa riprende in massima parte le disposizioni esistenti dell'art. 6 del Regolamento di applicazione della legge federale sulla protezione degli animali (RaLPA) M 3 50.02 del 23 giugno 2011. L'attuazione delle due nuove disposizioni aggiunte (diritto di ricorso e possibilità di chiedere una perizia) non genererà alcun costo per la collettività in quanto sarà a carico del membro della commissione che la sollecita.

Il testo di legge garantisce peraltro che i membri nominati nella commissione siano effettivamente rappresentanti delle organizzazioni menzionate, che non è quanto accade oggi.

cia « l'interesse » della ricerca e l'impatto negativo che una decisione di rifiuto da parte dell'autorità avrebbe avuto per la carriera del ricercatore.

L'iniziativa cantonale depositata dalla LSCV mira a garantire una migliore attuazione della legislazione, segnatamente conferendo ad ogni membro della commissione per gli esperimenti sugli animali, un diritto di ricorso contro un'autorizzazione abusiva rilasciata dall'autorità cantonale.





Un immenso grazie a tutte le persone che si sono coinvolte nella raccolta delle firme contribuendo così al deposito dell'iniziativa !



Già nel giugno 2016, la Consigliera nazionale Isabelle Chevalley aveva interpellato il Consiglio federale sull'inefficacia delle commissioni cantonali. Ha accettato di riceverci per un'intervista il 10 settembre 2017 per esprimersi sull'iniziativa



Che cosa pensa dell'iniziativa « Per un migliore controllo della sperimentazione animale » ?

Isabelle Chevalley - Consigliera nazionale : Penso che si tratti di una buona iniziativa perché cerca di aggirare tutti i problemi che osserviamo nella commissione attuale, tra cui quello di nominare persone favorevoli alla sperimentazione animale, anche se sono membri di organizzazioni di protezione degli animali. E il diritto di ricorso proposto dall'iniziativa è un eccellente elemento. La chiave di queste commissioni è la loro indipendenza. Bisogna che i loro membri siano indipendenti, rappresentino veramente le persone che dovrebbero difendere e si sentano liberi di controllare in qualsiasi momento, tutto quello che desiderano controllare. In questo progetto di legge, questo esiste ed è un'innovazione a livello svizzero.

L'iniziativa chiede che i membri della protezione animale della commissione provengano da associazioni attive nella sperimentazione animale. Perché è importante secondo lei?

E' molto importante che i membri siano attivi nel campo della sperimentazione animale, perché hanno un'esperienza e possono parlare di quello che conoscono. Questo settore è talmente specifico e particolare che senza questa esperienza, rischiano di perdere l'occasione di prendere decisioni importanti. E'evidente che le autorità saranno sotto pressione. Per il fatto di avere personalità indipendenti e competenti, sapranno che il trattamento dei dossier sarà chiaro e trasparente ciò che metterà sotto pressione affinchè i dossier siano realmente valutati e non trattati frettolosamente col motto « avanti il prossimo ».



Queste commissioni cantonali che esistono da 25 anni non hanno ancora completamente dimostrato la loro efficacia. Per quali motivi il Consiglio federale non interviene ?

A livello del Parlamento, non si avverte nessuna volontà del Consiglio federale di andare avanti in questo dossier. Affida la responsabilità ai cantoni, perché è a loro che incombe di agire e applicare questa legge sulla protezione degli animali. Se Ginevra potesse essere pioniera in questo campo, sarebbe un bell'esempio per gli altri cantoni.



Ritrovate l'intervista filmata sul nostro canale YouTube LSCV

E adesso, cosa succederà ?

Il Consiglio di Stato ginevrino dispone ora di un termine massimo di due anni per sottomettere il testo dell'iniziativa a votazione popolare.

Traffane se il Gran Consiglio decide, durante questo lasso di tempo, di adottare la nuova legge.

In tal caso entrerà in vigore senza votazione.

Legge sul controllo della sperimentazione animale

Capitolo I Scopo e campo di applicazione

Art. 1 Legislazione federale

La presente legge disciplina l'attuazione delle disposizioni relative alla sperimentazione animale della legge federale sulla protezione degli animali del 16 dicembre 2005, nonché delle sue disposizioni d'esecuzione.

Art. 2 Scopo

¹ La presente legge mira a permettere un controllo proporzionato ed efficace della sperimentazione animale.
² Mira a garantire la dignità ed il benessere dell'animale, tenendo conto dell'utilità dei metodi di ricerca che consentono la sostituzione della sperimentazione animale.

Capitolo II Commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali

Art. 3 Commissione

¹ E' istituita una commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali (qui di seguito : la commissione) ai sensi dell'articolo 34 della Legge federale sulla protezione degli animali del 16 dicembre 2005.
² La commissione è indipendente dall'autorità incaricata di rilasciare le autorizzazioni ed è composta da specialisti. Le organizzazioni ed associazioni di protezione degli animali vi sono adeguatamente rappresentate.

Art. 4 Composizione

¹ La commissione comprende sette membri. E' composta come segue :
a) due rappresentanti del mondo della ricerca ;
b) uno specialista dei metodi alternativi ;
c) un bioetico ;
d) un rappresentante della società ginevrina dei veterinari ;
e) due rappresentanti delle associazioni di protezione degli animali con sede a Ginevra.

² I rappresentanti delle associazioni di protezione degli animali ai sensi della let. e) provengono da organizzazioni attive nel campo della sperimentazione animale. In mancanza di un candidato idoneo, le altre associazioni di protezione degli animali sono sollecitate.

Art. 5 Nomina

¹ Il Consiglio di Stato nomina i membri della commissione tramite decreto, conformemente al Regolamento sulle commissioni ufficiali del 10 marzo 2010.
² In caso di posti vacanti, le organizzazioni, istituzioni ed associazioni di cui all'articolo 4 presentano i loro candidati. Il Consiglio di Stato delibera per ogni candidatura e pronuncia una decisione di rifiuto o un decreto di nomina.
³ In deroga all'articolo 4 capoverso 3 della Legge sulle commissioni ufficiali del 18 settembre 2009, la decisione di ammissione o rifiuto di una candidatura può essere impugnata entro 30 giorni presso la Camera amministrativa della Corte di giustizia.
⁴ Un'organizzazione, istituzione o associazione il cui candidato non è stato nominato è abilitata a ricorrere. Per il resto, è applicabile la legge sulla procedura amministrativa del 12 settembre 1985.

Art. 6 Competenze della commissione

¹ La commissione ha competenza a dare un preavviso alla Direzione generale della sanità sulle richieste di autorizzazione ai sensi dell'articolo 18 della legge sulla protezione degli animali del 16 dicembre 2005.
² L'autorizzazione non può essere rilasciata prima del preavviso della commissione e non può scostarsene senza motivi pertinenti. La decisione motivata è notificata alla commissione.

Art. 7 Competenze dei membri

¹ Ogni membro della commissione può, a titolo individuale ed indipendentemente dagli altri commissari:
a) controllare in qualsiasi momento e senza preavviso un esperimento o un centro di custodia di animali da esperimento;
b) incaricare a sue spese un esperto indipendente di redigere un rapporto relativo ad una domanda per la quale è richiesto un preavviso. Il Consiglio di Stato fissa le modalità ;
c) fare ricorso entro 30 giorni presso la Camera amministrativa della Corte di giustizia contro il rilascio di un'autorizzazione di sperimentazione animale. E' applicabile la legge sulla procedura amministrativa del 12 settembre 1985.
² Nell'ambito dell'esercizio delle competenze di cui al capoverso 1 e per tutta la loro durata, il commissario è sciolto dal segreto d'ufficio.

Capitolo III Disposizioni finali e transitorie

Art. 8 Disposizioni di applicazione

Il Consiglio di Stato emana le disposizioni necessarie per l'attuazione della legge federale sulla protezione degli animali 16 dicembre 2005 come pure della presente legge.

Art. 9 Disposizioni transitorie

¹ Il Consiglio di Stato provvede a che la commissione sia composta conformemente all'articolo 4 al più tardi entro sei mesi dall'entrata in vigore della legge.
² Le disposizioni della legge si applicano non appena essa entra in vigore, a tutte le richieste di autorizzazione e di nomina in corso.

Art. 10 Entrata in vigore

La presente legge entra in vigore a partire dal giorno successivo alla sua approvazione.

STOP alla morte lenta e spaventosa di migliaia di animali per i prodotti estetici distribuiti dalla Nestlé !



Una soluzione poco onerosa potrebbe risparmiare questi animali

L'ECEAE lancia una settimana di azione per informare il pubblico sulle sofferenze inflitte agli animali per la commercializzazione di prodotti antirughe a base di tossina botulinica (Botox)

Inizialmente utilizzati a fini medici, i prodotti a base di tossina botulinica A, comunemente chiamati « Botox », sono stati progressivamente utilizzati a fini estetici per via della loro capacità di attenuare temporaneamente l'effetto di certe rughe sul viso. Da diversi anni, l'utilizzazione di Botox da parte degli istituti di bellezza rappresenta la parte più importante di vendite per i fabbricanti, anche se questi prodotti farmaceutici non sono previsti per questo uso.

Dei test in vivo spaventosi che uccidono gli animali per soffocamento

A causa della pericolosità di questa tossina, ogni lotto di Botox deve essere testato su animali oppure tramite test cellulari. I test sugli animali sono effettuati secondo il protocollo della DL50 (dose letale 50), ossia la dose che uccide il 50% degli animali. Il lotto contenente la tossina viene iniettato a diverse concentrazioni nell'addome di diversi gruppi di topi, che muoiono in sofferenze spaventose per paralisi muscolare (soffocamento). La loro agonia può durare diversi giorni.

Ogni anno decine di migliaia di animali subiscono questi test tossicologici crudeli. Eppure sarebbe possibile sostituire gli animali.

Nel 2011, la ditta Allergan, primo produttore mondiale di prodotti terapeutici a base di tossina botulinica A, distribuiti sotto i marchi Botox e Vistabel, annunciava di aver messo a punto un test in vitro che utilizza colture cellulari e consente di sostituire oltre l'80% degli animali utilizzati fino ad allora. Questo test messo a punto con un investimento di 65 milioni di dollari è stato in un primo tempo convalidato dalle agenzie nazionali di sicurezza pubblica degli Stati Uniti (FDA) e del Canada, e successivamente dall'organismo Swissmedic nel gennaio 2012.



Cinque anni dopo il test in vitro della Allergan, quali metodi di sostituzione degli animali sono stati sviluppati dagli altri fabbricanti che utilizzano la tossina botulinica?

Messi sotto pressione a partire dal 2012 dal successo della Allergan, i suoi principali concorrenti, ossia Merz (per i prodotti Xeomin e Bocouture) e Galderma e Ipsen (per i prodotti Dysport e Azzalure), hanno annunciato di essere anche loro in fase di elaborazione di un metodo di sostituzione.

Allorché la ditta Merz è riuscita a sviluppare un test cellulare nel 2015, oggi convalidato in 36 paesi, nessuna informazione permette di ipotizzare seriamente la sostituzione degli animali da parte di Galderma e Ipsen.

Nestlé deve finanziare questo metodo di sostituzione

La ditta Nestlé, la cui sede mondiale si trova a Vevey nel canton Vaud, ha una responsabilità morale in questo statu quo, ancor più grande quando si pensa che Nestlé ha sborsato 3,1 miliardi di euro nel 2014 per il rilevamento di Galderma in vista del lancio della sua filiale Nestlé Skin Health, e poi 1,3 miliardi euro per il riacquisto del diritto esclusivo di commercializzazione di diversi prodotti di dermatologia estetica come Dysport e Azzalure.

In occasione di questo accordo, Nestlé e Ipsen hanno annunciato tramite comunicato, un partenariato esclusivo per lo sviluppo e la commercializzazione di nuove tossine con « *l'ambizione comune di diventare un leader mondiale nelle neurotossine* ». E magari anche con l'ambizione di diventare leader mondiale della sofferenza animale con ancor più sperimentazioni animali?

Eppure una soluzione di ricambio sarebbe solo un semplice « dettaglio » per una ditta come la Nestlé, che nel 2016 ha generato un utile netto di 8,53 miliardi di franchi.

Cosa rappresentano i 65 milioni spesi da Allergan per lo sviluppo del suo test cellulare per una multinazionale come la Nestlé che genera miliardi di utili ogni anno?

Con un semplice schiocco di dita, Nestlé potrebbe finanziare ricerche in grado di risparmiare una morte atroce a decine di migliaia di animali. È insopportabile assistere a questo disprezzo per la sofferenza animale per mere questioni di profitti a tutti i costi.

Nestlé deve trovare una soluzione ai test sugli animali

Per questo motivo, l'ECEAE lancia una campagna, portata avanti in Svizzera dalla LSCV e sostenuta da una petizione da firmare on-line: **STOP alla morte lenta e spaventosa di migliaia di animali per i prodotti estetici distribuiti dalla Nestlé !**

<http://www.thepetitionsite.com/fr/takeaction/247/469/634/>



A proposito dell'ECEAE



ECEAE
THE EUROPEAN COALITION TO
END ANIMAL EXPERIMENTS

L'ECEAE (Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale) è stata fondata nel 1990, in seguito al progetto dell'Unione europea di testare nuovamente sugli animali tutti i prodotti cosmetici ed i relativi componenti. Diversi organismi di protezione degli animali si erano raggruppati per fare pressione sui poteri pubblici ed evitare inutili sofferenze a migliaia di animali. Dato il successo di questa mobilitazione, nel 1998 gli organismi aderenti hanno lanciato il marchio internazionale di cosmetici « senza crudeltà » HCS (Human Cosmetics Standard).

L'ECEAE raggruppa esclusivamente organismi impegnati nell'abolizione totale della sperimentazione animale. I suoi membri mettono in comune le loro competenze legislative, scientifiche, comunicazionali e politiche. L'ECEAE raggruppa attualmente 19 organismi in provenienza da 16 paesi tra cui Inghilterra, Irlanda, Germania, Olanda, Francia, Spagna, Italia, Finlandia, Svezia, Norvegia. L'ECEAE è rappresentata in Svizzera dalla Lega svizzera contro la vivisezione.



Ticino – In aumento gli esperimenti sugli animali

Il mistero ticinese si infittisce

Nel 2012, una denuncia penale sporta dalla LSCV contro il veterinario cantonale ticinese Tullio Vanzetti aveva obbligato il Consiglio di Stato a sciogliere la sua commissione per gli esperimenti sugli animali che funzionava illegalmente. Già ai tempi eravamo tutti sorpresi dall'enorme numero di animali sperimentati a fronte del basso numero di esperimenti autorizzati.

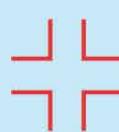
Nel luglio 2017, il quotidiano Le Temps ha riesumato questo « mistero ticinese », facendo notare che se globalmente il numero di animali sperimentati è diminuito ovunque in Svizzera, continua invece ad aumentare in Ticino. Malgrado un numero sempre così ridotto di esperimenti. Anche se il veterinario cantonale dava effettivamente qualche spiegazione fumosa, la situazione rimaneva inestricabile.

Sapendo che l'unico « rappresentante » della protezione degli animali in seno alla commissione per gli esperimenti sugli animali è un ricercatore zurighese, che si tratta del figlio del Presidente della SPA di Biasca e Valli, e che questa SPA ha presentato questa candidatura – probabilmente su richiesta dell'autorità cantonale – per impedire la nomina di un candidato sostenuto dalla LSCV, il mistero rischia di rimanere fitto ancora per molto tempo.

Nuovo sito internet LSCV

Il nostro sito internet attuale non è compatibile con tablet e smartphone, sicché stiamo trasferendo tutti i nostri dati su un nuovo sito internet consultabile tramite tutte le applicazioni informatiche. L'aggiornamento dei dati ed i test di funzionalità hanno necessitato più tempo del previsto. Il nuovo sito internet dovrebbe essere messo on-line entro metà ottobre. L'attuale sito internet non viene più aggiornato.

Grazie per la vostra pazienza!



Mozione 15.3832 // Parlamento federale

Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali



STIFTUNG FÜR DAS
TIER IM RECHT



STOP
GÄTAGE
SUISSE



La mozione « Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali » accettata dal Consiglio nazionale

Voto quasi storico questo mercoledì 7 giugno 2017 in Parlamento federale. Il Consiglio nazionale ha accettato con 97 voti contro 77 e 17 astensioni, la mozione 15.3832 depositata il 10 settembre 2015 dal Consigliere nazionale socialista Matthias Aebischer (BE).

La mozione incarica il Consiglio federale di decretare il divieto di importare prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali. Per Matthias Aebischer, gli articoli 18 della legge sull'agricoltura (LAgr) e 14 capoverso 1 della legge sulla protezione degli animali (LPAn) consentono, per motivi di protezione degli animali, di limitare o vietare l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti di origine animale. Purtroppo, numerosi prodotti fabbricati utilizzando metodi crudeli continuano ad essere importati in Svizzera.

Nella sua risposta a nome del Consiglio federale, Alain Berset proponeva di respingere la mozione, sostenendo che la definizione di « ottenuti infliggendo sofferenze agli animali » è poco chiara e sarebbe complicato, per certi prodotti, definire il modo di produzione. Per il CF, questo divieto potrebbe rivelarsi incompatibile con il diritto internazionale, in particolare con i principi dell'Accordo generale sulle tariffe doganali ed il commercio, e dell'Accordo bilaterale con l'UE sul commercio di prodotti agricoli.

Con la votazione del 7 giugno, il Consiglio nazionale si è fortunatamente dimostrato più ambizioso in materia di etica, evidenziando l'ipocrisia della nostra legislazione, che vieta certe pratiche contrarie al benessere degli animali, accettando nel contempo che prodotti come il foie gras, continuino ad essere massicciamente importati.

Altri argomenti che hanno incitato un voto favorevole: por fine ad una certa concorrenza sleale verso i nostri produttori e garantire una migliore sicurezza in materia di sanità pubblica, vietando l'importazione di prodotti problematici.

Alcuni eletti romandi rimpiangono il proprio voto

L'accettazione della mozione ha suscitato una tale sorpresa che molti media, in particolare in Svizzera romanda, si sono preoccupati della sua portata, temendo di doversi privare di cosce di rana, foie gras ed altri prodotti che in futuro saranno vietati.

Al punto che diversi consiglieri nazionali addirittura rimpiangono di aver votato in questo senso, sostenendo che non avrebbero capito correttamente l'oggetto della votazione. Alla stregua del vice-presidente del PDC svizzero, Yannick Buttet, che ha dichiarato: «*Credo che vi sia stato un malinteso. Con i contadini, abbiamo votato per la mozione pensando che si parlasse delle condizioni di allevamento per la carne o il pollame, ma non specificatamente del foie gras o delle cosce di rana. Se fosse stato capito in questo senso, nessun eletto di destra avrebbe votato in favore di questa mozione.*»

Persino il socialista vodese Jean Christophe Schwaab, seppure piuttosto favorevole al benessere animale, si rammarica di aver votato per questa mozione: «*Personalmente, sono un amatore di foie*



gras e non avevo capito che la mozione mirava a vietarne l'importazione. Ma penso che il Consiglio degli Stati saprà correggere la situazione.»

In altre parole, si è favorevoli al benessere animale fintanto che il proprio confort non ne deve patire.

Il Consiglio degli Stati deciderà prossimamente sul destino della mozione

Spetterà tra poco alla seconda camera pronunciarsi sulla mozione. Se è rifiutata, sarà definitivamente abbandonata. Malgrado tutto, è lecito sperare un voto positivo. Numerose organizzazioni si mobilitano per incoraggiare i nostri senatori a votare SI'!

Affinché il nostro paese sia finalmente coerente con gli impegni presi.

Chi protegge gli animali ?

La protezione degli animali in Svizzera si decide a Berna ed abbiamo bisogno di eletti capaci di coinvolgersi per questa causa. Non votate per candidati che hanno poca o nessuna empatia per gli animali e le sofferenze che vengono loro inflitte.

www.animali-parlamento.ch





2 settembre 2017 – Zurigo

Stop agli esperimenti sui primati a Zurigo

Dopo una prima manifestazione il 6 maggio scorso a Zurigo contro l'autorizzazione rilasciata all'Università e all'ETH di sperimentare scimmie, la LSCV e Aktivismus für Tierrechte hanno organizzato un secondo raduno il 2 settembre 2017.

Le due Alte scuole, che lo stesso giorno organizzavano una giornata porte aperte, hanno cercato di impedire il raduno sostenendo che il percorso passava davanti ai loro edifici e che i manifestanti avrebbero offerto al pubblico una brutta immagine della ricerca accademica. Ma i loro interventi sono rimasti vani. L'autorizzazione rilasciata dalla polizia, che consentiva di tenere discorsi per 15 minuti davanti all'Uni e all'ETH, è stata mantenuta.

Malgrado l'archiviazione della nostra petizione ed il rifiuto da parte delle autorità politiche zurighesi di impedire questi esperimenti sui primati, la lotta continua in Parlamento federale. Il 28 settembre,

il Consiglio nazionale dovrebbe pronunciarsi sulla mozione 15.4241 depositata dalla CN Verde Maya Graf (BL), che mira a vietare in Svizzera gli esperimenti « con grado di aggravio da 1 a 3 » sui primati. La LSCV si è impegnata a sostenere questa mozione e partecipa attivamente alla campagna di lobbying presso gli eletti del parlamento per ottenerne l'accettazione.



Il 5 aprile 2017, il tribunale amministrativo zurighese ha deciso di respingere il ricorso inoltrato nel 2014 da tre membri della commissione sulla sperimentazione animale contro un esperimento che prevedeva l'utilizzazione di macachi. Benché la decisione del tribunale zurighese sia contraria ad una sentenza del Tribunale federale del 2009, i membri della commissione non hanno la possibilità di impugnare la decisione cantonale. Gli esperimenti previsti presso l'Istituto di neuroinformatica (INI) dell'Università e del Politecnico federale di Zurigo (ETH) potranno dunque iniziare in un prossimo futuro.



Il resoconto della manifestazione del 2 settembre a Zurigo è visibile sul canale Youtube LSCV

Un immenso grazie alle centinaia di partecipanti alla manifestazione « Stop agli esperimenti sui primati »



Riapertura della libreria caffé LSCV Happy Books

Dopo due mesi di pausa estiva, la nostra libreria caffé ha riaperto il 7 settembre 2017

Tra le novità nella ristorazione, un nuovo team composto da Carole e Michel, cuoco bio e vegano, propone tutti i giorni una cucina cruda. Di venerdì e di sabato continuiamo a proporre una cucina più tradizionale.

Ogni settimana proponiamo un nuovo menù per il pranzo. L'offerta di piatti cucinati e bevande è stata arricchita. Happy Books propone specialità come il chai latte, cappuccino, cioccolata e altre bevande fatte in casa, smoothie e succhi di frutta freschi. Tutta la giornata sono inoltre servite tapas e torte di verdura accompagnate da insalate. A termine, l'obiettivo è poter aprire anche altri giorni affinché la libreria caffé sia aperta tutta la settimana.



**Librairie café LSCV
Happy Books**
Rue Hans-Geiler 2
1700 Friburgo
Aperto da giovedì a
sabato, dalle
10.00 alle 18.00
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch

Nuovi arrivi in libreria

Tra i 200 libri che conta la libreria, la versione francese di Zoopolis è finalmente disponibile. Vengono ad aggiungersi alla lista una ventina di nuovi libri che trattano di etica, di soggetti societali, medicina e cucina vegana, tra cui gli ultimi libri di Marie Laforet « Joyeux Noël vegan ! » e « Desserts gourmands sans oeufs ni lait » che propongono numerose ricette.

Novità (libri in francese) da Happy Books :

- **Sauve-toi, Petit tigre !**, Doinet Mymi
- **Insolente veggie**, B Rosa
- **L'antispécisme c'est pas pour les chiens ! Album – 3**, B Rosa
- **Manifeste animaliste**, Pelluchon Corine
- **La fabrique de malades**, Boukris Sauveur
- **Omerta dans les labos pharmaceutiques**, Dalberge Bernard
- **Vous êtes fous d'avaler ça ! : Un industriel de l'agroalimentaire dénonce**, Brusset Christophe
- **Desserts gourmands sans oeufs ni lait**, Laforet Marie
- **Joyeux Noël vegan !**, Laforet Marie
- **Zoopolis**, Donaldson Sue - Kymlicka Will
- **Bébé veggie**, Véron Ophélie
- **Planète végane: Penser, manger et agir autrement**, Véron Ophélie



Cucina 100% senza crudeltà animale

Dalla sua apertura, Happy Books propone una carta esclusivamente vegana, composta a partire da prodotti freschi e certificati bio. La cucina calda è proposta dalle 12 alle 14. I menù ed i prezzi sono pubblicati ogni settimana sulla nostra pagina facebook all'indirizzo HappyBooksLSCV. Per essere sicuri di avere un tavolo, è possibile prenotare allo 026 321 12 67 o via mail a happybooks@lscv.ch



Tutti i giovedì, cucina cruda. Ravioli di bietola rossa al formaggio con anacardi e sugo al peperone giallo



Venerdì e sabato, cucina tradizionale
Seitan alla salvia, sugo marchand de vin





Luglio 2017

Fine della corrida nelle Baleari !

Dopo le Canarie nel 1991 e la Catalogna nel 2010, l'arcipelago delle Baleari vieta a sua volta le corridi.

Con 5000 spettacoli taurini di ogni tipo all'anno – stando all'agenzia Europa Press – la corrida dà l'impressione di rimanere in vita in Spagna. In realtà il numero globale di corridi, l'affluenza del pubblico e le ritrasmissioni televisive sono in costante diminuzione. La tauromachia interessa poco i meno di 35 anni e la crescita del movimento animalista spagnolo contribuisce a renderla ancora più impopolare.

Poichè la corrida non può essere formalmente vietata in Spagna, in seguito ad una legge promulgata dai conservatori nel 2013 che tutela la corrida in quanto « patrimonio culturale », il Parlamento regionale delle Baleari ha esogitato una soluzione vietando tutto quanto la caratterizza: vietare le uccisioni, l'utilizzazione di banderillas e picas dei picadores a cavallo. Divieto anche di vendere bevande alcoliche e di accogliere spettatori sotto i 18 anni. E per rendere ancora più improbabile la tenuta di una corrida, i vincoli amministrativi sono stati drasticamente inaspriti : obbligo di provenienza dei tori da allevamenti dell'arcipelago – piuttosto rari -, controlli antidoping supplementari per i toreri ed esami sanitari per gli animali.

Il divieto catalano annullato nel 2016

La prima carica anti-corrida sferrata dalla Catalogna aveva dato adito ad un'intensa battaglia giudiziaria. Giudicando la corrida incompatibile con i diritti più elementari degli animali, una maggioranza di deputati regionali nazionalisti ed ecologisti l'aveva vietata nel 2010. In seguito ad una querela sporta dal partito popolare al potere a Madrid, il tribunale costituzionale, al termine di un'intensa battaglia giudiziaria contro la Catalogna, aveva finito per annullare il divieto nel novembre 2016.

Ma questi sei anni senza corridi sembrano aver definitivamente risolto il problema. La maggior parte delle arene hanno cambiato funzione ; alcune sono state addirittura trasformate in spazi commerciali. Altri spettacoli tradizionali – ed innocui per gli animali - come i « castellers », specie di piramidi umane, entusiasmano il pubblico. Solo le arene barcellonesi di « la Monumental » potrebbero nuovamente accogliere una corrida. Ma sotto la pressione del pubblico e dei media, ed in assenza di una garanzia di redditività, non s'è ancora fatto.

Basilea Città

Depositata l'iniziativa cantonale « Diritti fondamentali per i primati »

Lanciata nel 2016 dal collettivo Sentience Politics, l'iniziativa mira a modificare la costituzione basilese iscrivendovi il diritto per i primati non umani all'integrità psico-fisica (art. 11, al. 2, let.c (nuovo)).

Le 3000 firme raccolte sono state depositate martedì 12 settembre in municipio. Se l'iniziativa è accettata dalla popolazione, l'industria farmaceutica basilese dovrà cessare di effettuare esperimenti sui primati. Lo zoo di Basilea potrà continuare a detenerne a determinate condizioni (condizioni di vita e di detenzione conformi ai bisogni della specie, divieto di riproduzione, ecc.)

La LSCV che ha partecipato attivamente alla raccolta delle firme si rallegra che questa iniziativa abbia raggiunto il quorum, primo passo verso un riconoscimento della nozione di diritto per gli animali.



Continuano i raduni e le distribuzioni di volantini davanti al circo Royal

Dopo aver rintrodotto in Svizzera un numero con leoni l'anno scorso, dall'inizio dell'anno il circo Royal presenta un numero con delle tigri !

Le distribuzioni di volantini davanti al circo ad ogni tappa continuano in Svizzera tedesca. Decine di azioni mirate ad informare il pubblico sullo sfruttamento degli animali nei circhi sono già state portate avanti dall'inizio dell'anno. Unitevi a noi per far sentire la vostra voce!

Volete partecipare ?

Contatto: b.frei@lscv.ch



Agosto 2017

Il Canada, primo Stato ad autorizzare sul suo territorio la vendita di salmone transgenico. E senza etichettatura !

La ditta americana AquaBounty Technologies ha annunciato, il 4 agosto 2017, di aver consegnato, dall'inizio dell'anno, 5 tonnellate del suo salmone transgenico ai negozi canadesi. Il Canada diventa dunque il primo Stato ad accettare che questo salmone venga commercializzato. Ronald Stotish, amministratore delegato della ditta basata nel Massachusetts, non ha nascosto la propria soddisfazione, rallegrandosi di « aumentare » la capacità di produzione della sua ditta.



Prodotto tramite modificazione genetica nel 1989, questo pesce della specie *Salmo salar* (salmone dell'Atlantico) può raggiungere la taglia adulta a 16 - 18 mesi, invece dei 30 per un salmone dell'Atlantico non modificato. Questa crescita accelerata è dovuta all'introduzione nel suo genoma di un gene produttore di un ormone di crescita proveniente dal salmone reale del Pacifico.

AquaBounty ha dovuto aspettare 25 anni prima di ottenere, nel maggio 2016, un'autorizzazione di commercializzazione del ministero canadese della sanità e dell'Agenzia canadese di ispezione alimentare. Le due istituzioni hanno infatti concluso che questo salmone OGM è « altrettanto sano e nutriente per gli esseri umani e per il bestiame che il salmone classico ». Dichiarazioni che hanno provocato una valanga di critiche di numerose organizzazioni, che accusano il governo di essersi avvalso soltanto dei dati comunicati da AquaBounty per fondare la propria decisione. Non solo :

a quanto pare nessun esperto indipendente ha avuto accesso a questi dati, coperti dal segreto industriale.

Salmone OGM non etichettato come tale

La decisione canadese suscita inquietudini anche perché il salmone OGM è venduto senza etichettatura specifica, in quanto la regolamentazione canadese lo impone soltanto se un prodotto rappresenta un rischio. In seguito alla pressione di diverse organizzazioni di protezione dell'ambiente e dei consumatori, alcune catene di supermercati hanno già comunicato la decisione di non venderlo. Per il momento.

Il salmone OGM tuttora vietato negli USA

Negli Stati Uniti, AquaBounty aveva già ottenuto nel novembre 2015, l'autorizzazione della Food and Drug Administration (FDA) di commercializzare il suo salmone OGM. Due settimane dopo, messa sotto pressione, la FDA ha deciso di ritirarla fintanto che non sarà stata definita una linea chiara in materia di etichettatura. La vendita e la commercializzazione del salmone OGM sono tuttora vietate.



Frutta e verdura asiatiche ai pesticidi

Stando al rapporto annuale dell'Ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterinaria (USAV), le analisi effettuate nel 2016 dalle autorità sanitarie su frutta e verdura provenienti dall'Asia hanno rivelato un'utilizzazione massiccia di prodotti chimici, in particolare per i prodotti provenienti da Vietnam e Tailandia.

12 dei 40 campioni analizzati dal laboratorio cantonale di Zurigo, ossia il 30%, sono stati dichiarati non conformi. Metà dei campioni incriminati conteneva ben 17 pesticidi, con concentrazioni superiori alle prescrizioni di legge. Foglie di coriandolo e peperoncini del Vietnam contenevano addirittura quantità di residui pericolose per la salute.

Altre analisi effettuate dal laboratorio cantonale bernese hanno dato risultati simili. Tredici dei 41 campioni, ossia il 32%, presentavano tassi di insetticidi superiori ai valori tollerati. Due campioni di peperoncini provenienti da Vietnam e Tailandia, come pure un campione di basilico del Vietnam contenevano addirittura tra otto e undici tipi diversi di pesticidi.

Per l'USAV, questi risultati dimostrano che l'autocontrollo in questo settore non funziona. Le autorità cercano ora di adottare provvedimenti contro gli importatori colpevoli. Qualora si dovessero osservare anomalie a ripetizione, le consegne potrebbero essere sestrate a titolo preventivo e si potrebbe sporgere querela.

Per quanto riguarda la produzione di prossimità, anche i prodotti svizzeri sono stati colti in fallo con il 3% di campioni non conformi. I prodotti Bio Suisse, o provenienti dall'Ue con un marchio riconosciuto per la sua affidabilità, eliminano i rischi di consumare alimenti potenzialmente pericolosi per la salute.

«Per un'acqua potabile pulita ed una sana alimentazione – Nessun sussidio per l'utilizzazione di pesticidi e l'utilizzazione di antibiotici a titolo profilattico »

Lanciata il 21 marzo 2017, l'iniziativa mira a garantire l'approvvigionamento della popolazione in prodotti alimentari sani ed in acqua potabile pulita.

Per raggiungere questo obiettivo, l'iniziativa mira alla modifica dell'articolo 104 della costituzione federale. In futuro, solo le aziende agricole che rinunciano all'utilizzazione di pesticidi per la loro produzione agricola e quelle che non allevano un numero di animali superiore a quello consentito dalla produzione foraggere del podere sarebbero sostenute finanziariamente. I pagamenti diretti sarebbero soppressi anche per gli allevamenti che somministrano antibiotici regolarmente o a titolo profilattico ai loro animali.

Una produzione agricola senza pesticidi

Stando ad uno studio dell'Ufficio svizzero dell'ambiente (UFAM), l'agricoltura svizzera utilizza quasi il doppio di prodotti fitosanitari rispetto all'Austria ed alla Germania. Le quantità enormi di mezzi di produzione agricola utilizzati e di residui di antibiotici sono trascinati dalla pioggia nelle acque e nelle falde freatiche, alterando pertanto la qualità dell'acqua potabile e dei nostri alimenti.

La Svizzera produce ogni anno 23 milioni di tonnellate di letame e concime

Il numero eccessivo di animali di rendita ha come conseguenza una sovraproduzione di letame, concime ed ammoniaca. Le emissioni di ammoniaca danneggiano gravemente gli ecosistemi e le acque. Il 50% della carne svizzera ed il 70% delle uova svizzere sono prodotti grazie alle enormi importazioni di foraggio.

Divieto degli antibiotici negli allevamenti

L'eccessivo consumo veterinario di antibiotici per uso profilattico aggrava il problema della resistenza ai batteri, che oggi rappresenta un grave problema di sanità pubblica. L'utilizzazione degli antibiotici è favorita dalle terribili condizioni di custodia inflitte agli animali di rendita. La sovrapopolazione di animali in spazi estremamente esigui e privi di luce naturale è possibile soltanto somministrando farmaci mirati a mantenere gli animali in vita fino a quando vengono uccisi.

Non abbiamo bisogno di consumare animali. Ma per chi proprio non può farne a meno, l'iniziativa offrirà almeno la possibilità di scegliere il modo di allevamento meno peggiorile.

<https://www.initiative-sauberer-trinkwasser.ch/it/iniziativa/>

Iniziativa popolare federale

«Acqua potabile pulita e cibo sano – No alle sovvenzioni per l'impiego di pesticidi e l'uso profilattico di antibiotici»

Pubblicata nel Foglio federale il 21 marzo 2017

I cittadini e le cittadine svizzere sottoscritti aventi diritto di voto chiedono, in virtù degli articoli 34, 136, 139 e 194 della Costituzione federale e conformemente alla legge federale del 17 dicembre 1976 sui diritti politici (art. 68 segg.):

La Costituzione federale è modificata come segue:

Art. 104 cpv. 1 lett. a, 3 lett. a, e, g e 4

¹ La Confederazione provvede affinché l'agricoltura, tramite una produzione ecologicamente sostenibile e orientata verso il mercato, contribuisca efficacemente a:

- a. garantire l'approvvigionamento della popolazione con derrate alimentari sane e acqua potabile pulita;
- e. può promuovere la ricerca, la consulenza e la formazione agricole e versare contributi d'investimento, purché queste misure sostengano l'agricoltura conformemente alle lettere a e g nonché al capoverso 1;
- g. esclude da pagamenti diretti le aziende agricole che fanno un uso profilattico di antibiotici nella detenzione di animali o il cui sistema di produzione rende necessario l'uso regolare di antibiotici.

³ La Confederazione imposta i provvedimenti in modo che l'agricoltura possa svolgere i suoi compiti multifunzionali.

⁴ Impiega a tali scopi mezzi finanziari a destinazione vincolata del settore agricolo e proprie risorse generali, controlla l'esecuzione delle prescrizioni e gli effetti conseguiti e informa regolarmente il pubblico sui risultati del controllo.

Le competenze e i compiti della Confederazione sono in particolare i seguenti:

Art. 197 n. 12

12. Disposizione transitoria dell'art. 104 cpv. 1 lett. a, 3 lett. a, e, g e 4

Dopo l'accettazione dell'articolo 104 capoversi 1 lettera a, 3 lettere a, e, g e 4 da parte di Popolo e Cantoni si applica un termine transitorio di otto anni.

Sulla presente lista possono firmare solo cittadini aventi diritto di voto in materia federale nel Comune indicato. Chi appoggia la domanda deve firmarla personalmente. Chiunque si rende colpevole di corruzione attiva o passiva oppure altera il risultato della raccolta delle firme è punibile secondo l'articolo 281 e rispettivamente 282 del Codice penale.

Cantone _____	Nap _____	Comune politico _____	Firma autografa
N Cognome / Nomi (di proprio pugno e possibilmente in stampatello)	Data di nascita (giorno / mese / anno)	Indirizzo (via e numero)	Controllo [Scorrere in bianco]
1. _____	_____	_____	_____
2. _____	_____	_____	_____
3. _____	_____	_____	_____
4. _____	_____	_____	_____

Termine per la raccolta delle firme: 21 settembre 2018. Il comitato d'iniziativa, composto dai seguenti promotori, è autorizzato a ritirare la presente iniziativa con decisione presa dalla maggioranza assoluta dei suoi membri aventi ancora diritto di voto:
Brönnimann Yvonne, Jurastrasse 15, 4500 Solothurn; Herren Franziska, Oeleweg 8, 4537 Wiedlisbach; Kuhn Ruth, Pfaffenwiesstrasse 54, 8404 Winterthur; Kummer Walter, Gummenerweg 6, 4539 Rümlisberg; Molnar Anuschka, Neuhofstrasse 36, 3426 Aefligen; Schneider El-Banna Leila, Adlihubel 1, 4919 Reisiswil; Steiner Regina, Gantrischstrasse 31, 3006 Bern; Vakkuri Madeleine, Belpbergstrasse 26d, 3110 Münsingen

Si attesta che i summenzionati _____ (numero) firmatari dell'iniziativa popolare hanno diritto di voto in materia federale ed esercitano i diritti politici nel Comune summenzionato.

Luogo: _____

Firma autografa: _____

Bollo ufficiale:

Data: _____

Qualità ufficiale: _____

Questa lista, anche se incompleta, dev'essere rinvia entro il 11 agosto 2018 al comitato d'iniziativa:

Associazione Sauberer Wasser für alle, c/o Franziska Herren, Oeleweg 8 4537 Wiedlisbach, il quale provvederà per l'attestazione del diritto di voto.

Altre liste possono essere chieste al seguente indirizzo: www.iniziativa-per-acqua-potabile-pulita.ch